



# Gazette Officielle de Quebec

PUBLIEE PAR AUTORITE

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 10 JUIN 1899.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2125

#### Proclamations

MINTO.

[L. S.]

CANADA.

VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,— SALUT :

#### PROCLAMATION

E. L. NEWCOMBE, } **A**TTENDU qu'en  
Sous-ministre de la } vertu des disposi-  
Justice, Canada. } tions de l'Acte de tem-  
perance du Canada et ses amendements, l'avis suivant a été adressé au Secrétaire d'Etat pour le Canada, accompagné de la pétition ci-jointe :—

“ A l'honorable Secrétaire d'Etat du Canada,—

“ MONSIEUR, — Nous soussignés, électeurs du comté de Brome, dans le district de Bedford, province de Québec, vous prions de prendre con-

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 10th JUNE, 1899.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2126

#### Proclamations

MINTO.

[L. S.]

CANADA.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern,—GREETING :

#### A PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, } **W**HEREAS in pur-  
Deputy of the Minister of } suance of the  
Justice, Canada. } provisions of the *Canada*  
Temperance Act and amendments thereto, the following notice has been addressed to the Secretary of State for Canada, embodying the petition therein set forth :

“ To the Honourable the Secretary of State for Canada,—

“ SIR,—We, the undersigned electors of the County of Brome, in the District of Bedford Province of Quebec, request you to take notice

"naissance que nous désirons présenter la pétition ci-dessous à Son Excellence le Gouverneur général du Canada en conseil, savoir :

" La pétition des électeurs du dit comté de Brome, ayant qualité et capacité pour voter à l'élection d'un membre de la Chambre des Communes, dans le dit comté,—Exposé respectueusement,—

" Que vos pétitionnaires désirent que l'arrêté en conseil passé pour mettre en vigueur dans le dit comté la seconde partie de l'Acte de tempérance du Canada soit révoqué.

" En conséquence vos pétitionnaires prient humblement qu'il plaise à Votre Excellence par un arrêté en conseil en vertu du neuvième article de l'Acte à l'effet de modifier l'Acte de tempérance du Canada, 1888, de déclarer que le dit arrêté en conseil, mettant en vigueur, dans le dit comté, telle seconde partie du dit "Acte de tempérance du Canada," ne sera plus en vigueur.

" Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier, etc."

" Et que nous désirons que les votes de tous les électeurs du dit comté soient enregistrés pour et contre la révocation du dit arrêté en conseil."

Et attendu que la deuxième partie du dit Acte a été mise en vigueur dans le dit comté de Brome, dans la province de Québec, par un arrêté en conseil du vingt-troisième jour de mars dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Et attendu qu'il appert à la satisfaction du Gouverneur général en conseil que cet avis est revêtu des signatures authentiques d'un quart ou plus de tous les électeurs du dit comté de Brome, dans la province de Québec ; qu'il est constaté que les signatures apposées à l'avis sont des signatures authentiques au nombre de mille quatre cent trente-six, et que les autres exigences de l'acte ont été observées ;

Et attendu qu'un arrêté du Gouverneur général en conseil a été passé, ordonnant que les votes de tous les électeurs du dit comté de Brome soient enregistrés pour ou contre l'adoption de la dite pétition,—

SACHEZ maintenant, que par les présentes et en vertu de l'autorité qui Nous est conférée par les dits acte et arrêté en conseil, Nous proclamons et déclarons que mardi, le vingtième jour de juin prochain (1899), un poll sera tenu dans le dit comté de Brome pour y recevoir les votes des électeurs pour et contre la dite pétition. Que ces votes seront enregistrés au scrutin secret depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après midi de ce jour-là.

Que Henry Ernest Williams, de Knowlton, dans le dit comté, cultivateur, a été nommé officier-rapporteur dans le but de recevoir ce jour-là les votes des électeurs pour et contre la pétition, de compter ensuite les votes, et puis de faire rapport du résultat au Gouverneur général en conseil. Que le dit officier-rapporteur est autorisé et requis de nommer un sous-officier-rapporteur à et pour chaque bureau de votation. Que l'officier-rapporteur nommera les différentes personnes qui devront se tenir aux différents bureaux de votation, et qui devront faire le décompte final des votes, au nom des personnes autorisées à favoriser ou à s'opposer respectivement à l'adoption de la pétition, au palais de justice, en la ville de Knowlton, dans le dit comté de Brome, jeudi, le quinzième jour de juin prochain à dix heures de l'avant-midi.

Que les votes des électeurs seront comptés, et le résultat de la votation annoncé par l'officier-rapporteur au dit palais de justice, en la dite ville de Knowlton, samedi, le vingt-quatrième jour de juin prochain, à dix heures du matin.

Et, dans le cas d'adoption de la pétition par les électeurs le Gouverneur général en conseil pourra, en tout temps après l'expiration d'une période de trente jours depuis la date de l'adoption de la dite pétition, par un arrêté en conseil publié dans la *Gazette du Canada*, révoquer le dit arrêté en con-

" that we propose presenting the following petition to His Excellency the Governor General of Canada in Council : —

" The petition of the electors of the said County of Brome, qualified and competent to vote at the election of a member of the House of Commons, in the said County,—Respectfully shows,—

" That your petitioners are desirous that the Order in Council passed for bringing into force within the said County the second part of "The Canada Temperance Act" should be revoked.

" Wherefore, your petitioners humbly pray that Your Excellency will be pleased, by an Order in Council under section nine of "The Canada Temperance Amendment Act, 1888," to declare that the said Order in Council which brought into force and effect the said second part of the said "The Canada Temperance Act" in the said County, shall no longer be in force.

" And your petitioners will ever pray, &c."

" And that we desire that the votes of the electors of the said County be taken for and against the revocation of the said Order in Council."

AND WHEREAS the second part of the said Act was brought into force in the said County of Brome, in the Province of Quebec, by an Order in Council dated the 23rd day of March, 1885.

AND WHEREAS it appears by evidence to the satisfaction of the Governor General in Council that such notice has appended to it the genuine signatures of one-fourth or more of all the electors of the said County of Brome, in the Province of Quebec, the number of the signatures to the notice proved to be genuine being one thousand four hundred and thirty-six, and that the other requirements of the law have been observed ;

AND WHEREAS an Order of the Governor General in Council has been passed directing that the votes of all the electors of the said County of Brome be taken for and against the adoption of the said petition,—

NOW KNOW YE, that we do hereby, and by virtue of the authority vested in Us by the said Act and Order in Council, proclaim and declare, that on Tuesday, the twentieth day of June next (1899), a poll will be held in the said County of Brome, for taking the votes of the electors for and against the said petition ; That such votes will be taken between the hours of nine o'clock in the forenoon and five o'clock in the afternoon of that day and by ballot.

That Henry Ernest Williams, of Knowlton, in the said County, farmer, has been appointed Returning Officer for the purpose of taking on that day the votes of the electors for and against the petition, and of afterwards summing up the same and making a return of the result to the Governor General in Council ; That the said Returning Officer is empowered and required to appoint a Deputy Returning Officer at and for each polling place or station ; That the Returning Officer will appoint persons to attend at the various polling stations and at the final summing up of votes, on behalf of the persons interested in and promoting or opposing, respectively, the adoption of the petition, at the Court-House in the Town of Knowlton, in the said County of Brome, on Tuesday, the fifteenth day of June next, at ten of the clock in the forenoon.

That the votes of the electors will be summed up and the result of the polling declare by the Returning Officer at the said Court-House in the said Town of Knowlton, on Saturday, the twenty-fourth day of June next, at ten of the clock in the forenoon.

And in the event of the petition being adopted by the electors, the Governor General in Council may, at any time after the expiration of thirty days from the day on which the same was adopted, by Order in Council published in the *Canada Gazette*, revoke the said Order in Council of the 23rd day of

seil du 23ième jour de mars 1885, par lequel la deuxième partie de l'Acte de tempérance du Canada, 1878 devenait exécutoire dans le dit comté de Brome, tel que y mentionné.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis d'en prendre avis et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très fidèle et Bien-aimé Cousin le Très honorable Sir GILBERT JOHN ELLIOT MURRAY-KYNNYMOND, Comte de Minto et Vicomte Melgund de Melgund, comté de Forfar, dans la pairie du Royaume-Uni, Baron Minto de Minto, comté de Roxburgh, dans la pairie de la Grande-Bretagne, Baronnet de la Nouvelle-Ecosse, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc., Gouverneur Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE d'OTTAWA, ce DIXIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

JOSEPH POPE,  
Sous-secrétaire d'Etat.

1973

Canada  
Province de }  
Québec }  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu'il devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TRENTE-UNIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le TRENTE-UNIEME jour du mois de MAI mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, LUNDI, le DIXIEME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGTIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-

March, 1885, by which the second part of The Canada Temperance Act, 1878, was brought into force in the said County of Brome as therein mentioned.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin the Right Honourable Sir GILBERT JOHN ELLIOT MURRAY-KYNNYMOND, Earl of Minto and Viscount Melgund of Melgund, County of Forfar, in the Peerage of the United Kingdom, Baron Minto of Minto, County of Roxburgh, in the Peerage of Great Britain, Baronet of Nova Scotia, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., etc., Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this TENTH day of MAY, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By Command,

JOSEPH POPE,  
Under-Secretary of State.

1974

Canada,  
Province of }  
Quebec. }  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the THIRTY-FIRST day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the THIRTY-FIRST day of the month of MAY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on MONDAY, the TENTH day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTIETH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand

Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

1331

### Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

#### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

*Aylwin.*

La  $\frac{1}{2}$  est des lots 16 et 17, du 11me rang, à Wm. H. Anderson.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 1er juin 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

#### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

*Canton Percé.*

Lot C, du 1er rang, Anse à Beaufile, à F. X. Caron, jr.

Lot 44, du 3e rang, à Ph. T. Ahern.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 10 juin 1899.

2155

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 7 juin 1899.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Station du Coteau, dans le comté de Soulanges, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JOSEPH SHEHYN,  
Secrétaire provincial intérimaire.

2165

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 7 juin 1899.

Les élèves de l'École Polytechnique de Montréal, dont les noms suivent, ont obtenu le diplôme d'ingénieur civil, avec les mentions ci-après indiquées :

Paul Emile Mercier, diplôme d'ingénieur civil, avec distinction.

eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Quebec.

1332

### Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

#### PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

*Aylwin.*

E.  $\frac{1}{2}$  of lots 16 and 17, in the 11th range, to Wm. H. Anderson.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 1st June, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

#### PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

*Township Percé.*

Lot C, of 1st range, Anse à Beaufile, to F. X. Caron, jr.

Lot 44, of 3rd range, to Ph. T. Ahern.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 10th June, 1899.

2156

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 7th June, 1899.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the lieutenant governor in council, by the municipality of the Station of Coteau, Village in county of Soulanges, to obtain the authorization to publish in french language only, all notices, by-laws or resolutions made and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months from the second and last publication of the said notice.

JOSEPH SHEHYN,  
Interim provincial secretary.

2166

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 7th June, 1899.

The students of the Montreal Polytechnic School whose names follow, have obtained the diploma of civil engineer, with the standing hereinafter mentioned :

Paul Emile Mercier, with distinction, diploma of civil engineer.

Onésiphore Horace Côté, diplôme d'ingénieur civil, avec distinction.

Henri Lefebvre, diplôme d'ingénieur civil, d'une manière satisfaisante.

H. Augte Terreault, diplôme d'ingénieur civil, d'une manière satisfaisante.

Publié en conformité de l'article 20 du chapitre 23 de 57 Victoria, amendé par le chapitre 26 de 58 Victoria. 2163

No 931.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

*Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Eriger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Eusèbe de Cabano," comté de Témiscouata, les rangs X, XI, XII et XIII du canton Cabano, avec les bornes suivantes, savoir : au nord-ouest et au nord par la rivière Cabano, au nord-est et à l'est par la seigneurie du Lac Témiscouata, au sud-est et au sud par le canton Packington, et à l'ouest par le Lac Long.

2091 2

No 3051.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Paul de Chester, comté d'Arthabaska, l'arrondissement No 10, comprenant le village de Saint-Paul de Chester, avec les limites qui lui sont assignées comme tel arrondissement et tel village, et l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Saint-Paul de Chester." 2089-2

No 550.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Détacher de la municipalité scolaire du Coteau du Lac, comté de Soulanges, les Nos suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, savoir : depuis et y compris le No 454 jusqu'au No 512 inclusivement, et ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Côte Saint-Emmanuel." 2087-2

No 1072.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

*Delimitation de municipalités scolaires.*

Détacher de la municipalité scolaire de Barnston, comté de Stanstead, les lots suivants, savoir : Nos 13 à 28 inclusivement du rang VII du canton de Barnston, et les annexer, pour les fins scolaires à la municipalité scolaire de "Sainte-Suzanne de Boundary Line," dans le même comté. 2093-2

No 1170.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Eriger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Sainte-Sabine," la paroisse de ce nom,

Onésiphore Horace Côté, with distinction, diploma of civil engineer.

Henri Lefebvre, diploma of civil engineer, satisfactory.

H. Augte Terreault, diploma of civil engineer, satisfactory.

Published pursuant to article 20 of chapter 23 of 57 Victoria, amended by chapter 26 of 58 Victoria. 2164

No. 931.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

*Erection of a new school municipality.*

To erect into a separate school municipality, under the name of "Saint-Eusèbe de Cabano," county of Témiscouata, the ranges X, XI, XII and XIII of the township Cabano, with the following boundaries, to wit : to the north west and to the north by Cabano river, to the north east and to the east by the seigniorie of Témiscouata Lake, to the south east and to the south by the township Packington, and to the west by Long Lake. 2092

No. 3051.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

*Application to erect a new school municipality.*

To detach from the school municipality of Saint Paul of Chester, county of Arthabaska, district No. 10, comprising the village of Saint Paul of Chester, with the limits which are assigned to it as such district and such village, and erect it into a distinct school municipality under the name of "Village of Saint Paul of Chester." 2090

No. 550.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

*Application to erect a new school municipality.*

To detach from the school municipality of Coteau du Lac, county of Soulanges, the following numbers of the cadastre of the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, to wit : from and including No. 454 to No. 512 inclusively, and erect this territory into a distinct school municipality, under the name of "Côte Saint Emmanuel." 2088

No. 1072.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

*Boundaries of school municipalities.*

To detach from the school municipality of Barnston, county of Stanstead, the following lots, to wit : Nos 13 to 28 included of the range VII of the township of Barnston, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of "Sainte Suzanne of Boundary Line," in the same county. 2094

No. 1170.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

*Application to erect a new school municipality.*

To erect into a distinct school municipality, under the name of "Sainte Sabine," the parish of that

dans les comtés de Missisquoi et Iberville, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du 16 décembre 1893. 2095-2

No 1050.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Eriger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Lynch", le canton Lynch, comté de Montcalm, avec les mêmes limites qui lui sont assignées, comme tel canton. 2127-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 23 mai 1899.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Victor Normandin, écrivain, notaire public, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feus Louis Normandin et Jules C. Normandin, en leur vivant notaires publics, pratiquant en la paroisse de Boucherville, dans le district de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685 S. R. P. Q.

1985-3

J. E. ROBIDOUX,  
Secrétaire de la province.

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Hull, P. Q., le 12 juin 1899, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
12 avril 1899.

1381-9

No. 2222.96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Anne de Bellevue, comté de Jacques-Cartier, la partie du lot No 296, du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne du Bout-de-l'Île, mesurant deux cents pieds de front sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin public qui le borne en front, à aller au Lac Saint-Louis, qui le borne en profondeur; tenant d'un côté au nord-est au No 237, et d'autre côté à M. Robert Reford, et l'annexer pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de Sainte-Anne du Bout-de-l'Île, dans le même comté. 2141-2

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS  
DU CONSEIL LÉGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

63.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de

name in the counties of Missisquoi and Iberville, with the same limits as are assigned, by the proclamation of the 16th December, 1893. 2096

No. 1050.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

*Application to erect a new school municipality.*

To erect into a distinct school municipality, under the name of "Lynch", the township Lynch, county of Montcalm, with the same limits as assigned as such township. 2128

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 23rd May, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by Victor Normandin, esquire, notary public, of the city of Montreal, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Louis Normandin and Jules C. Normandin, in their lifetime, notaries public, practising in the parish of Boucherville, in the district of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

1986

J. E. ROBIDOUX,  
Provincial secretary.

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at Hull, P. Q., on the 12th June, 1899, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
12th April, 1899.

1382

No. 2222.96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

*Boundary of school municipalities.*

To detach from the school municipality of Sainte-Anne de Bellevue, county of Jacques Cartier, the part of lot No. 296, of the cadastre of the parish of Sainte-Anne du Bout de l'Île, measuring two hundred feet in front by the depth between the public highway, which bounds it in front, and the Lake Saint Louis, which bounds it in rear; bounded on one side to the north east by No. 237, and on the other side by Mr. Reford, and to annex it, for school purposes, to the school municipality of Sainte-Anne du Bout de l'Île, in the same county. 2142

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company

professions, métiers ou de compagnies a fonds social ; incorporation d'une cité, villa, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliere ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particuliere de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 600 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre

the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage ; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queens printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the

les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

2121

LOUIS FRECHETTE,  
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éclusé, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une contribution locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans le district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue

hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

2122

LOUIS FRECHETTE  
C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; or the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend

du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution ou incorporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. ”

“ Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre accolés. ”

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) “ Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire

to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) “ Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and

entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS  
2123 Greffier de l'Assemblée Législative.

the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,  
2124 Clerk of the Legislative Assembly

### Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera : "La Compagnie d'Amusements et d'Exhibitions de Valleyfield."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(A) De construire dans la province de Québec, et particulièrement dans la ville de Salaberry de Valleyfield, un patinoir et rond avec auditoire pour le jeu de hockey, pour des joutes de hockey, mascarades et autres jeux d'hiver semblables, d'y tenir des concerts, d'y donner des représentations dramatiques et musicales, construire des baignoires, procurer des jeux et exercices et récréations hygiéniques et instructives, tenir des expositions, conventions, exhibitions, bazars ou tous autres amusements semblables.

(B) De construire, établir, acheter, acquérir, vendre, louer ou entretenir tous terrains et toutes bâtisses qui peuvent être nécessaires pour les dits objets ; emprunter sur bons ou autrement, hypothéquer, aliéner ou autrement disposer des dits immeubles et en acquérir d'autres en remplacement.

(C) De louer les dites bâtisses ou aucune d'elle à une ou plusieurs personnes ou compagnies.

(D) Exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements.

3° La principale place d'affaires et le principal bureau de la compagnie seront dans la ville de Salaberry de Valleyfield.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$10,000, divisé en quatre cents actions de vingt-cinq piastres chacune.

5° Les requérants sont : George M. Loy, gérant de manufacture ; Narcisse Langevin, marchand ; David Frank Smith, comptable ; Joseph Adélar Trottier, bijoutier, et Charles T. Verner, imprimeur, demeurant tous en la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, lesquels seront les premiers directeurs de la compagnie, et sont tous sujets de Sa Majesté.

R. S. JORON,  
Procureur des requérants.  
Salaberry de Valleyfield, 3 juin 1899. 2147

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera : "The Louiseville Shirt Manufacturing Company (limited)."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

### Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act," incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth :

1. The proposed name of the company will be : "La Compagnie d'Amusements et d'Exhibitions de Valleyfield."

2. The purposes for which its incorporation is sought are :

(A) To erect in the province of Quebec, and particularly in the town of Salaberry de Valleyfield, a skating rink with a hall for the game of hockey, hockey matches, mascarades and other such winter sports, to hold concerts there and to give musical and dramatic representations, to construct baths, to procure hygienic and instructive games and exercises, to hold exhibitions, meetings, bazars or other like amusements.

(B) To erect, establish, buy, purchase, sell, lease or otherwise hold all lands and all buildings that may be necessary for the said purposes ; to borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate or otherwise dispose of the said immovables and to acquire others to replace them.

(C) To lease the said buildings or any of them to one or more persons or companies.

(D) To exercise all the powers given by the joint stock companies act and amendments.

3. The principal place of business and the head office of the said company will be in the town of Salaberry de Valleyfield.

4. The capital stock of the said company will be \$10,000, divided into four hundred shares of twenty-five dollars each.

5. The petitioners are : George M. Loy, factory manager ; Narcisse Langevin, merchant ; David Frank Smith, accountant ; Joseph Adélar Trottier, jeweller, and Charles T. Verner, printer, all residing in the town of Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, who will be the company's first directors, and who are all subjects of Her Majesty.

R. S. JORON,  
Attorney for petitioners.  
Salaberry de Valleyfield, 3rd June, 1899. 2148

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, to obtain letters patent incorporating the applicants and such others as may become shareholders, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company will be : "The Louiseville Shirt Manufacturing Company (limited)."

2. The purposes for which its incorporation is asked for are :

(a) De manufacturer les chemises, blouses, sous-vêtements de femmes, cravates et tous autres articles de lingerie et autres spécialités en fait de lingerie; d'en faire le commerce et la vente.

(b) D'acheter, louer ou autrement, acquérir tous biens-meubles et immeubles nécessaires au bon fonctionnement de la dite manufacture.

3° La principale place d'affaire de la dite compagnie sera dans la ville de Louiseville, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00).

5° Le dit fonds social sera divisé en deux cent cinquante actions de cent piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Joseph Raoul Côté, manufacturier, de la ville de Louiseville; Alfred Vadeboncoeur, manufacturier, de la ville de Louiseville; Napoléon Joseph Côté, marchand manufacturier, de la cité de Montréal; Fabiola Beaudoin, épouse contractuellement séparée de biens d'avec le dit Joseph Raoul Côté, qui l'autorise à cet effet; Charles Gaspard Hector Beaudoin, notaire, de la ville de Joliette, tous sont sujets de Sa Majesté.

7° Les trois premiers ci-dessus nommés seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

C. G. H. BEAUDOIN,

Procureur des requérants.

Louiseville, 28 mai 1899.

2083-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, des statuts révisés de la province de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Saint Henry Land Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'acquérir des immeubles par achat, bail ou titre, et d'ériger ou entretenir des maisons ou autres bâtisses sur les terrains ainsi acquis; de les vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger et en disposer, ou autrement faire le commerce avec telle propriété ou aucun intérêt en rapport avec icelle, et de développer, améliorer et tracer aucune telle propriété; avancer de l'argent aux acheteurs ou locataires de la compagnie pour construction de bâtisses ou améliorations; aider au moyen de bonus ou autrement la construction et l'entretien des tramways ou lignes d'omnibus, chemins, rues ou autres travaux propres à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et dans le but d'augmenter sa valeur; prendre des hypothèques, nantissements et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendus par la compagnie ou d'aucun argent dû à la compagnie par les acheteurs ou avancé par la compagnie aux acheteurs pour construction de bâtisses ou autres améliorations.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de vingt-cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de deux cent cinquante, de cent piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants (lesquels sont tous sujets anglais), sont comme suit :

Hon. George Alexander Drummond, sénateur, des cité et district de Montréal; Huntly Redpath Drummond, secrétaire, des cité et district de Montréal; Edward Wilgress Parker, commis, des cité et district de Montréal; William Wallace Watson, secrétaire, des cité et district de Montréal; Rienzi

(a) To manufacture shirts, blouses, women's under clothing, cravats and other articles of linen ware and other specialties in that line, and to deal in and sell them.

(b) To buy, lease or acquire otherwise any movables or real estate necessary for the proper working of the said manufacturing business.

3. The chief place of business of the said company will be in the town of Louiseville, in the province of Québec.

4. The amount of the said company's capital stock will be twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

5. The said capital stock will be divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

6. The full names, residences and callings of the petitioners are as follows :

Joseph Raoul Côté, manufacturer, of the town of Louiseville; Alfred Vadeboncoeur, manufacturer, of the town of Louiseville; Napoléon Joseph Côté, merchant and manufacturer, of the city of Montreal; Fabiola Beaudoin, wife separated as to property by marriage contract of the said Joseph Raoul Côté, who authorizes her to that effect; Charles Gaspard Hector Beaudoin, notary, of the town of Joliette, all subjects of Her Majesty.

7. The three first parties hereinabove named will be the provisional directors of the said company.

C. G. H. BEAUDOIN,

Attorney for petitioners.

Louiseville, 28th May, 1899.

2084

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the province of Québec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, of the revised statutes of the province of Québec, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is "The Saint Henry Land Company."

2. The object for which incorporation is sought, is to acquire real estate by purchase, lease or title, and to erect or maintain houses or other buildings upon the lands so acquired; to sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of or otherwise deal with such property or any interest therein and to develop, improve and lay out any such property; to advance money to purchasers or lessees of the company's lands for building purposes or other improvements; to aid by way of bonus or otherwise in the construction and maintenance of tramways or omnibus lines, roads, streets or other works calculated to render the company's property more accessible and enhance its value; to take mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase money of any property sold by the company or of any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Québec.

4. The intended amount of the capital stock is twenty-five thousand dollars.

5. The number of shares is to be two hundred and fifty, of the value of one hundred dollars each.

6. The names in full, with the addresses and callings of each of the applicants (who are all British subjects), are as follows :

Hon. George Alexander Drummond, of the city and district of Montreal, senator; Huntly Redpath Drummond, of the city and district of Montreal, secretary; Edward Wilgress Parker, of the city and district of Montreal, clerk; William Wallace Watson, of the city and district of Montreal, secretary;

Athol Mainwaring, agent d'immeubles, des cité et district de Montréal.

Les susdits requérants, l'hon. George A. Drummond, Huntly R. Drummond et Rienzi A. Mainwaring seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,

Procureurs des requérants.  
2107-2

Montréal, 31 mai 1899.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Slater Shoe Company."  
2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(A) D'acheter, acquérir et prendre les affaires maintenant conduites par MM. George T. Slater & Fils, de Montréal, pour manufacturer des chaussures, y compris les appareils, machines, clientèle, marchandises, livre de dettes, marques de commerce et tout l'actif de la dite compagnie, et généralement toutes choses en rapport avec les dites affaires ;

(B) De manufacturer et vendre en gros et en détail des chaussures, caoutchoucs, vernis à chaussures et fournitures en cuir et chaussures, et en faire le commerce ; et importer et exporter aucun des dits articles ou leurs produits ;

(C) Acquérir, louer, posséder, mettre en opération, vendre tous droits de patente ou marques de commerce en rapport avec les susdits objets ou pour les affaires de la dite compagnie et en disposer.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de deux cent mille piastres (\$200,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de deux mille de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long des requérants sont comme suit : Charles Ellsworth Slater, manufacturier ; John Ernest Kennedy, gérant ; Joseph John Westgate, manufacturier ; Anson McKim, éditeur ; James McCrudden, manufacturier, et Charles Cowperthwait Gray, comptable, tous des cité et district de Montréal ; et Charles Orlando Clarke, de Saint Paul, dans le district de Montréal, manufacturier, Ronald M. Smith, de la ville de Chesterville, dans la province d'Ontario, commis-voyageur.

Charles Ellsworth Slater, Joseph John Westgate, John Ernest Kennedy, Anson McKim, Charles Orlando Clarke et Ronald M. Smith seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

FOSTER, MARTIN,  
GIROUARD & LEMIEUX,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 22 mai 1899.

1977-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres-patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui peuvent devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporée sous le nom de "L'Association des concerts d'été."

L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'encourager et de propager le goût de la musique et des beaux arts, de donner à bon marché des concerts d'un caractère relevé, de procurer et de fournir des représentations et amusements artistiques.

Rienzi Athol Mainwaring, of the city and district of Montreal, real estate agent.

Of the above applicants, the Hon. George A. Drummond, Huntly R. Drummond and Rienzi A. Mainwaring are to be the first or provisional directors.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,

Attorneys for applicants.  
2108

Montreal, 31st May, 1899.

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette* application will be made to His Honour the lieutenant-governor in council for a charter incorporating under the provisions of the "Joint Stock Companies Incorporation Act", to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company as a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The corporate name of the company is to be "The Slater Shoe Company."

2. The objects for which incorporation is sought, are :

(A) To purchase, acquire and take over the business at present carried on by Messrs George T. Slater & Sons, of Montreal, for the manufacture of boots and shoes, including plant, machinery, good will, stock, book debts, trade marks and all the assets of the said company whatsoever ; and generally everything appertaining to the said business.

(B) To manufacture, deal in and sell, by wholesale or retail, boots and shoes, rubbers, shoe polish, leather and shoe findings ; and to import and export any of such articles or their products ;

(C) To acquire, lease, own, put in practice, sell, or dispose of all or any patent rights or trade marks applicable to the foregoing subject matter or for the business of said company.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is two hundred thousand dollars (\$200,000.00).

5. The number of shares is to be two thousand of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full of each of the applicants are as follows : Charles Ellsworth Slater, manufacturer ; John Ernest Kennedy, manager ; Joseph John Westgate, manufacturer ; Anson McKim, advertising publisher ; James McCrudden, manufacturer ; and Charles Cowperthwait Gray, accountant, all of the city and district of Montreal ; and Charles Orlando Clarke, of Saint Paul, in the district of Montreal, manufacturer ; and Ronald M. Smith of the town of Chesterville, in the province of Ontario, commercial traveller.

Charles Ellsworth Slater, Joseph John Westgate, John Ernest Kennedy, Anson McKim, Charles Orlando Clarke and Ronald M. Smith are to be the first or provisional directors of said company, and who are all residing in Canada and subjects to Her Majesty.

FOSTER, MARTIN,  
GIROUARD & LEMIEUX,

Solicitors for applicants.  
1978

Montreal, 22nd May, 1899.

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, to obtain letters patent constituting the petitioners and such other persons as may become shareholders, a body corporate and politic under the name of "L'Association des concerts d'été."

The object for which the company's corporation is sought is to encourage and propagate the taste of music and fine arts, to give cheap concerts, but of a high character, to procure and furnish artistic and moral productions and amusements, to play operas,

ques et moraux, de faire jouer des opéras, opérètes et vaudevilles, établir des jardins d'été et donner des jeux athlétiques.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Le fonds social sera de trois mille piastres, divisé en trente actions de cent dollars chacune.

Les requérants sont : Edmond Hardy, Léopold Larue, Joseph Onésime Labrecque, tous trois marchands ; Trefflé Dubreuil, comptable, et Victor Morin, notaire, tous des cité et district de Montréal lesquels sont tous sujets britanniques et seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

GEOFFRION, GEOFFRION & ROY,  
Avocats des requérants.  
Montréal, 23 mai 1899. 2047-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devront être incorporée par lettres patentes en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera "Roxton Novelty Chair Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : de manufacturer, acheter, vendre, faire le commerce de bois et autres objets spéciaux de toutes sortes pour fournitures et articles, meubles, chaises, etc., manufacturés en bois et autres substances.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Roxton Falls, en le comté de Shefford.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de quatre mille dollars (\$4,000), divisés en quatre-vingts actions (80) de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

5° Les noms, résidences et professions des requérants, sont : Dr T. B. DeGrosbois, Noël Beaugard, sellier ; L. N. Levesque, inspecteur d'écoles ; Wilfrid Massé, commerçant ; J.-Bte Prevost, boucher ; Joseph Petit, cordonnier ; Romuald Leroux, boulanger ; J. H. Poirier, commerçant ; Wilfrid Wood, commerçant, du village de Roxton Falls, comté de Shefford, district de Bedford, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie, et tous sont sujets de Sa Majesté.

J. RAICHE, N. P.,  
Procureur des requérants.  
Roxton Falls, 10 mai 1899. 1875-4

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. }

#### AVIS PUBLIC

Qu'il soit, par les présentes, connu à tous ceux qu'il appartiendra.

Que les soussignés s'adresseront au lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte, par lettres patentes, émises sous le grand sceau de la province de Québec, constituant en corporation, sous les dispositions de la loi : Statuts refondus de la province, article 4694 et suivants, tels qu'amendés, la compagnie projetée, par les soussignés requérants, savoir :

1° La dite compagnie aura le nom : "The Saint-Eustache Canning Company."

2° Cette compagnie aura pour objet, de mettre en conserves, les produits susceptibles de l'être, soit par la vapeur et la cuisson, soit avec le sucre, le vinaigre et autres moyens de conservation, savoir : tomates, blé d'inde, concombres, pêches, pommes, et autres, viandes et autres.

3° Que le village de Saint-Eustache sera le siège principal des affaires de la compagnie.

operettes and vaudevilles, to hold summer gardens and give athletic plays.

The Company's principal place of business will be in the city of Montreal.

The capital stock will be three thousand dollars, divided into thirty shares of one hundred dollars each.

The petitioners are : Edmond Hardy, Léopold Larue, Joseph Onésime Labrecque, all three merchants ; Trefflé Dubreuil, accountant, and Victor Morin, notary, all of the city and district of Montreal, who are all british subjects and will be the first directors of the said company.

GEOFFRION, GEOFFRION & ROY,  
Attorneys for petitioners.  
Montreal, 23rd May, 1899. 2048

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec in council, for a charter incorporating under the provisions of the Joint Stock Companies' Incorporation Act, the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate by letters patent, under the name and for the purposes herein-after mentioned.

1. The name of the company will be "Roxton Novelty Chair Company."

2. The purposes for which its incorporation is sought are : to manufacture, buy, sell and trade in wood and other special objects of all kinds for furniture and articles, furniture, chairs, &c., manufactured of wood and other substances.

3. The said company's principal place of business will be in the village of Roxton Falls, in the county of Shefford.

4. The proposed amount of the said company's capital stock will be four thousand dollars (\$4,000), divided into eighty (80) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The names, residences and professions of the petitioners are : Dr T. B. DeGrosbois ; Noël Beaugard, sadler ; L. N. Levesque, school inspector ; Wilfrid Massé, trader, J. Bte Prevost, butcher, Joseph Petit, shoemaker ; Romuald Leroux, baker ; J. H. Poirier, trader ; Wilfrid Wood, trader, of the village of Roxton Falls, county of Shefford, district of Bedford, who will be the first or provisional directors of the company, and are all subjects of Her Majesty.

J. RAICHE, N. P.,  
Attorney for petitioners.  
Roxton Falls, 10th May, 1899. 1876

Province of Québec, }  
District of Terrebonne. }

#### PUBLIC NOTICE.

Be it known to all whom these may concern.

That the undersigned will apply to the Lieutenant governor, to obtain a charter, by letters patent, issued under the great seal of the province of Quebec, erecting into a corporation under the provisions of the law : Revised Statutes of the province, article 4694 and following, such as amended, the proposed company, by the undersigned petitioners, to wit :

1. The said company will be called : "The Saint Eustache Canning Company."

2. This company will have for its objects, to preserve in canisters the products susceptible of being so prepared, either by steam and cooking, or with sugar, vinegar and other means of preserving, namely: tomatoes, indian corn, cucumbers, peaches, apples and others, meats and others.

3. The village of Saint Eustache will be the principal place of business of the said company.

4° Que le fonds social se composera de la somme de douze mille piastres.

5° Cette somme sera partagée en actions de cent piastres chacune, portant le nombre d'actions à cent vingt.

6° Les requérants sont : Joseph Bruchesi, épicière, demeurant à Saint-Eustache, et faisant affaire à Montréal ; Georges N. Fauteux, notaire, à Saint-Eustache ; George Lauzon, entrepreneur, à Saint-Eustache ; Cyrille H. Champagne, notaire, à Saint-Eustache ; Albert Edouard Lecavalier, médecin, à Saint-Eustache ; Alphonse B. Bélair, marchand, à Saint-Eustache ; Ernest Lahaie, marchand, à Saint-Eustache.

7° Les directeurs sont Joseph Bruchesi, Georges N. Fauteux et George Lauzon.  
Saint-Eustache, 15 mai 1899. 1895-4

Provinces de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2116.

Dame Agnès *alias* Aggie Keegan, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, épouse de Michael Griffin, journalier, du même lieu, dûment autorisée par un juge de la cour supérieure, a, ce jour, pris une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

BISAILLON & BROSSARD,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 27 mai 1899. 2159

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montmagny. }  
No. 228.

Dame Clarisse Tremblay, de la paroisse de Sainte Louise, et temporairement de l'endroit appelé Fitchburg, dans le Massachusetts, un des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, épouse de Narcisse Lemieux, cultivateur, de la même paroisse, dûment autorisée par un juge de la cour supérieure, a, ce jour, pris une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

LANGELIER & MARTINEAU,  
Avocats de la demanderesse.  
Montmagny, 22 mai 1899. 2059-3

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No. 528.

Dame Marguerite *alias* Maggie Laviolette, de Saint-Eustache, dit district, épouse de Archibald *alias* Archie Stewart, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

J. D. LEDUC,  
Avocat de la demanderesse.  
Sainte-Scholastique, 29 mai 1899. 2111-2

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }

Dame E. J. Murphy, de la ville de Windsor Mills, dans le dit district, épouse commune en biens de Patrick Ling, du même lieu, menuisier, dûment autorisé à ester en justice, Demanderesse ;

vs.  
Le dit Patrick Ling, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

E. J. BEDARD,  
Proc. de la demanderesse.  
Daté, 17 avril 1899. 2049-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1130.

Dame Almaïs Bachand, a poursuivi ce jour, Nazaire Fournier dit Préfontaine, son mari, en séparation de biens.

JODOIN & JODOIN,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 17 mai 1899. 1921-4

4. That the capital stock will be made up of the sum of twelve thousand dollars.

5. This sum will be divided into shares of one hundred dollars each, making the number of shares one hundred and twenty.

6. The petitioners are : Joseph Bruchesi, grocer, residing at Saint-Eustache, and doing business at Montreal ; Georges N. Fauteux, notary, at Saint Eustache ; George Lauzon, contractor, at Saint Eustache ; Cyrille H. Champagne, notary, at Saint Eustache ; Albert Edouard Lecavalier, physician, at Saint Eustache ; Alphonse B. Bélair, merchant, at Saint Eustache ; Ernest Lahaie, merchant, at Saint Eustache.

7° The directors are Joseph Bruchesi, Georges N. Fauteux and George Lauzon.  
Saint Eustache, 15th May, 1899. 1896

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2116.

Dame Agnès *alias* Aggie Keegan, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal, wife of Michael Griffin, laborer, of the same place, duly authorized by a judge of the superior court, has, this day, taken an action as to bed and board from her husband.

BISAILLON & BROSSARD,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 27th May, 1899. 2160

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montmagny. }  
No. 228.

Dame Clarisse Tremblay, of the parish of Sainte Louise, now at the place called Fitchburg, in Massachusetts, one of the United States of America, wife of Narcisse Lemieux, farmer, of the same parish, duly authorized by a judge of the superior court, has, this day, taken an action for separation from bed and board and as to property against her said husband.

LANGELIER & MARTINEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Montmagny, 22nd May, 1899. 2060

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 528.

Mrs. Marguerite *alias* Maggie Laviolette, of Saint-Eustache, said district, wife of Archibald *alias* Archie Stewart, farmer, of the same place has, this day, instituted an action in separation from bed board and property against her said husband.

J. D. LEDUC,  
Plaintiff's attorney.  
Sainte Scholastique, 29th May, 1899. 2112

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of St. Francis. }

Dame E. J. Murphy, of the town of Windsor Mills, in said district, wife *commune en biens* of Patrick Ling, of the same place, carpenter, duly authorized to ester *en justice*, Plaintiff ;

vs.  
The said Patrick Ling, Defendant.  
An action *en séparation de biens* has been instituted by plaintiff against defendant.

E. J. BEDARD,  
Atty for plaintiff.  
Dated, 17th April, 1899. 2050

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1130.

Dame Almaïs Bachand, has, to day, sued her husband, Nazaire Fournier dit Préfontaine, for separation of property.

JODOIN & JODOIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 17th May, 1899. 1922

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1140.  
 Sarah Trudel, épouse de Philius Monette, de la cité  
 et du district de Montréal, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Philius Monette, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause.  
 BEAUDIN, CARDINAL,  
 LORANGER & ST GERMAIN,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 10 mai 1899. 2045-3

Province de Québec, }  
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
 No 510.  
 Dame Eugénie Montreuil, épouse de Louis Pa-  
 rent, plombier, de Valleyfield, a, ce jour, pris une  
 action en séparation de biens contre son mari.  
 PLANTE & CHALIFOUX,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Beauharnois, 8 mai 1899. 1835-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 2938.  
 Dame Marie Zoé Joséphine Letourneux, épouse  
 commune en biens de Edouard Duchêne, de la  
 cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal,  
 et dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;  
 vs.  
 Le dit Edouard Duchêne, du même lieu,  
 Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 contre le défendeur en cette cause, le dixième jour  
 de mai mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

DELISLE & HEBERT,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 12 mai 1899. 1833-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 Dame Céline Hadd, épouse commune en biens de  
 Pierre Arthur Pelletier, manufacturier, dûment  
 autorisée à ester en justice, des cité et district de  
 Montréal.  
 vs.  
 Pierre Arthur Pelletier, du même lieu.  
 La demanderesse a, ce jour, institué une action  
 en séparation de biens contre le défendeur.  
 DESMARAIS & CORDEAU,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 13 mai 1899. 1873 4

Province de Québec, }  
 District de Richelieu, } *Cour Supérieure.*  
 No 4236.  
 Dame Alexandrina Champagne, a, ce jour, pour-  
 suivi en séparation de biens son époux, André La-  
 vallée, hôtelier, de la cité de Sorel.  
 ETHIER & LEFEBVRE,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Sorel, 10 mai 1899. 1823-5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 1056.  
 Dame Mary Catherine Roach, de la ville de West-  
 mount, dans le district de Montréal, épouse com-  
 mune en biens de Charles William Stone, épi-  
 cier, du même lieu, dûment autorisée à ester en  
 justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Charles William Stone, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 jour contre le défendeur.  
 McCORMICK & CLAXTON,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 3 mai 1899. 1819.5

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1140.  
 Sarah Trudel, wife of Philius Monette, of the city  
 and district of Montreal, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Philius Monette, Defendant.  
 An action for separation of property has been  
 instituted in this cause.  
 BEAUDIN, CARDINAL,  
 LORANGER & ST GERMAIN,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 10th May, 1899. 2046

Province of Quebec, }  
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
 No 510.  
 Dame Eugénie Montreuil, wife of Louis Parent,  
 plumber, of Valleyfield, has instituted an action for  
 separation as to property against her husband.  
 PLANTE & CHALIFOUX,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Beauharnois, 8th May, 1899. 1836

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2938.  
 Dame Marie Zoé Josephine Letourneux, wife com-  
 mon as to property of Edouard Duchêne, of the  
 city of Saint Henri, in the district of Montreal,  
 and duly authorized to ester en justice,  
 Plaintiff ;  
 vs.  
 The said Edouard Duchêne, of the same place,  
 Defendant.  
 An action in separation as to property has been  
 instituted against the defendant in this cause, the  
 tenth day of May, one thousand eight hundred and  
 ninety-nine.

DELISLE & HEBERT,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 12th May, 1899. 1834

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Dame Céline Hadd, of the city and district of  
 Montreal, wife common as to property of Pierre  
 Arthur Pelletier, manufacturer, of the same place,  
 duly authorized to ester en justice.  
 vs.  
 Pierre Arthur Pelletier of the same place.  
 An action in separation as to property has been  
 instituted, this day, against the defendant.  
 DESMARAIS & CORDEAU,  
 Plaintiff's attorneys.  
 Montreal, 13th May, 1899. 1874

Province of Quebec, }  
 District of Richelieu, } *Superior Court.*  
 No. 4236.  
 Dame Alexandrina Champagne has, this day,  
 sued for separation of property her husband, An-  
 dré Lavallée, hotel keeper, of the city of Sorel.  
 ETHIER & LEFEBVRE,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Sorel, 10th May, 1899. 1824

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1056.  
 Dame Mary Catherine Roach, of the town of West-  
 mount, in the district of Montreal, wife common  
 as to property of Charles William Stone, grocer,  
 of the same place, and duly authorized to ester en  
 justice, Plaintiff ;  
 vs.  
 The said Charles William Stone, Defendant.  
 An action in separation as to property has been  
 instituted this day against the defendant.  
 McCORMICK & CLAXTON,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 3rd May, 1899. 1820

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

SECTION DE QUÉBEC.—SECTION OF QUEBEC.

Aspirants à l'étude du droit.—Candidates for admission to study law.

Examens de juillet 1899.—Examinations of July, 1899.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collèges ou institutions. — Where educated.
Pope .....	Charles Alexander..	20 ans—years....	Québec .....	High School Québec et—and Bishops Collège, Lennoxville.
Bélangier....	Oscar .....	20 ans, 8 mois— 20 yrs, 8 mths.	" .....	Séminaire de Québec et collège Ste-Anne La Pocatière—Seminary of Quebec and Ste. Anne La Pocatière College.
Lemieux ....	Marc Aurèle.....	20 ans, 1 mois— 20 yrs, 8 mths.	" .....	Séminaire de Québec et collège des Jésuites, Montréal—Seminary of Quebec and Jesuits college, Mont.
Boivin .....	J. P. Henri .....	23 ans—years....	" .....	Séminaire de Québec—Seminary of Quebec.
Pacaud .....	Lucien Turcotte....	19 ans, 9 mois— 19 yrs, 9 mths.	" .....	Bishops College, Lennoxville et Université Laval—Laval University, Quebec.
Ledieu .....	André Pierre.....	19 ans, 5 mois— 19 yrs, 5 mths.	" .....	High School et Séminaire de Québec—and Seminary of Quebec.
Des Rivières.	Eugène .....	20 ans—years....	" .....	Séminaire de Québec—Seminary of Quebec.
Astle .....	Thomas F.....	22 ans—years....	Petit Métis— Little Metis..	Albert College, Belleville Ont., and McGill University, Montreal.
Stein.....	Adolphe .....	20 ans, 10 mois— 20 yrs, 10 mths.	Québec .....	Séminaire de Québec et Université Laval, Québec—Seminary of Quebec and Laval University, Quebec.
Drouin.. ...	Ferdinand Omer...	22 ans—years....	" .....	Ecole Normale Laval, Québec—Normal school, Quebec.
Leclerc .....	Joseph Félix .....	22 ans—years....	Ste-Hénédine, Dorchester ..	Collège de Lévis—College of Levis.
Demers .....	J. Albert.....	21 ans—years....	St-Henri, Lévis.	Collège Ste-Anne de la Pocatière et collège St-Dunstan, Charlottetown—Ste. Anne de la Pocatière college and St. Dunstan's college, Charlottetown.
Potvin.....	Adrien .....	22 ans—years....	Ste-Anne Lapocatière.....	Collège Ste-Anne de la Pocatière—Ste Anne de la Pocatière College.

CHARLES DEGUISE,  
Sec. B. Q.  
2199-50

Québec, 5 juin—5th June, 1899.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

SECTION DE BEDFORD.—SECTION OF BEDFORD.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for the admission to the study of law.

Examens de juillet 1899.—July examinations, 1899.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Collège.
Cotton .....	Charles McK....	21 ans—21 years.	Feller Institute, Grande Ligne, Que., McGill's University, Montreal.
Noyes .....	Ralph H.....	22 ans—22 years.	Collegiate Institute, Montreal, Bishop's College University, Lennoxville, Que.
Belknap.....	Sewell F.....	19 ans—19 years.	Knowlton Academy, Knowlton, Que., Joliette College, Joliette, Que.

A. J. E. LEONARD,  
Sec. du Barreau de Bedford—Sec. Bar of Bedford.  
2157-58

Sweetsburg, 3 juin—3rd June, 1899.

**CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ETUDE  
DU DROIT.**

Armand Lavergne, Québec, âgé de 19 ans.  
AUGUSTE NOEL,  
Sec. B. A.  
Arthabaskaville, P. Q., 3 juin 1899. 2145

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2931.

Dame Anastasie Tessier, de Montréal, dit district,  
épouse commune en biens de Louis Lalonde,  
Demanderesse ;

vs.

Louis Lalonde, entrepreneur, du même lieu,  
Défendeur.  
Une action en séparation de biens fut intentée,  
ce jour, contre le défendeur.

MASSON & LAMOTHE,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 15 mai 1899. 2017-3

**CANDIDATE FOR ADMISSION TO STUDY  
LAW.**

Armand Lavergne, Quebec, aged 19 years.  
AUGUSTE NOEL,  
Sec. B. A.  
Arthabaskaville, P. Q., 3rd June, 1899. 2146

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2931.

Dame Anastasie Tessier, of Montreal, said district,  
wife common as to property of Louis Lalonde,  
Plaintiff ;

vs.

Louis Lalonde, contractor, of the same place,  
Defendant.  
An action for separation of property has been  
instituted, this day, against the defendant.

MASSON & LAMOTHE,  
Attorneys for plaintiff

Montreal, 15th May, 1899. 2018

**Avis de Faillites**

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
*In re* Dame C. Balthazard, Montréal, Absente.

Avis vous est donné que le 6e jour de mars 1899,  
par un ordre de la cour, nous avons été nommés cura-  
teurs conjoints à la succession de la sus-nommée,  
absente.

Les réclamations doivent être produites à notre  
bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 10 juin 1899. 2143

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
*In re* Charles Demers, de Chesham, P. Q., Failli.

Avis public est par le présent donné que le 26e  
jour de mai 1899, par ordre de la cour, j'ai été  
nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations devront m'être produites dans  
les trente jours de cet avis.

J. P. ROYER,  
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,  
No 87, rue Wellington, Sherbrooke, Qué.  
7 juin 1899. 2181

Canada, }  
Province de Québec. } *Cour Supérieure.*  
District de St-François. }  
Dans l'affaire de L. Jutras, de Richmond, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'arti-  
cle 770 du code de procédure civile, que, ce jour, je,  
John McD. Hains, de Montréal, comptable licencié,  
par ordre de la dite cour, ai été nommé curateur des  
biens et effets, meubles et immeubles du dit failli  
dans cette affaire, abandonnés par lui pour le béné-  
fice de ses créanciers, lesquels sont par le présent  
notifiés de produire leurs réclamations devant moi,  
dans mon bureau, bâtisses Fraser, 43, rue Saint-  
Sacrament, Montréal, sous trente jours.

JOHN McD. HAINS,  
Curateur.  
2189

Montréal, 7 juin 1899.

**Bankrupt Notices**

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
*In re* Dame C. Balthazard, Montreal, Absentee.

Notice is hereby given that on the 6th day of  
March, 1899, by order of the court, we were  
appointed joint curators to the estate of the above  
named, an absentee.

Claims must be filed at our office within one  
month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 10th June, 1899. 2144

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }  
*In re* Charles Demers, of Chesham, P. Q., Insolvent.

Public notice is hereby given that on the 26th  
day of May, 1899, by order of the court, I was ap-  
pointed curator to the estate of the above named  
insolvent.

Claims must be filed with me within thirty days  
from this notice.

J. P. ROYER,  
Curator.

Office of J. P. Royer,  
No. 87, Wellington street, Sherbrooke, Que.,  
7th June, 1899. 2182

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis, }  
*In the matter of* L. Jutras, of Richmond, Que., Insolvent.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770  
of the code of civil procedure, that, on this day, I,  
John McD. Hains, of Montreal, chartered account-  
tant, was, by order of the said court, appointed to  
be curator to the property and effects, real and  
personal of the said insolvent in this matter, aban-  
doned by him for the benefit of his creditors, who  
are hereby notified to file their claims with me, at  
my office, Fraser buildings, 43, Saint Sacrament  
street, Montreal, within a delay of thirty days.

JOHN McD. HAINS,  
Curator.  
2190

Montreal, 7th June, 1899.

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Valiquette & Larivée, Saint-Adèle,  
 Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé sur le produit des biens meubles, et sera sujet à contestation jusqu'au 26 juin 1899, le et après laquelle date les collocations seront payables à notre bureau, No. 1709, rue Notre-Dame, Montréal.

A. LAMARCHE,  
 M. BENOIT,  
 Curateurs conjoints.

Montréal, 10 juin 1899. 2183

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de A. Patenaude & Cie, Montréal,  
 Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé sur le produit des biens meubles, et sera sujet à contestation jusqu'au 27 juin 1899, le et après laquelle date les collocations seront payables à notre bureau, No. 1709, rue Notre-Dame, Montréal.

A. LAMARCHE,  
 M. BENOIT,  
 Curateurs conjoints.

Montréal, 10 juin 1899. 2185

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de J. A. Plamondon, Wotton, Qué.,  
 Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé sur le produit des biens meubles, et qu'un premier et dernier bordereau de distribution a été préparé sur le produit des biens-meubles. Ces deux bordereaux seront sujets à contestation jusqu'au 28 juin 1899, le et après laquelle date les collocations seront payables à notre bureau, No. 1709, rue Notre-Dame, Montréal.

A. LAMARCHE,  
 M. BENOIT,  
 Curateurs conjoints.

Montréal, 10 juin 1899. 2187

### Vente d'immeuble en vertu des Actes concernant la Faillite.

#### AVIS DE FAILLITE.

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe. }  
 In re P. P. Martin,

Requérant ;

vs

Louis Fontaine, marchand, de l'Ange-Gardien Canrobert, comté de Rouville, P. Q., district de Saint-Hyacinthe, Failli.

Le soussigné, curateur dûment nommé à la faillite ci-dessus, vendra à l'encan public l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Un terrain composé de deux lots de terre connus et désignés sous les numéros cinquante-quatre et cinquante-cinq (54-55), des plan et livre de renvoi officiels du village de Canrobert, MARDI, le VINGTIÈME jour du mois de JUIN prochain, à MIDI, à la porte de l'église du dit village.

Conditions de vente : argent comptant.

H. LAMARRE,  
 Curateur.

246, rue Saint-Jacques, Montréal.  
 Saint-Hyacinthe, 17 mai 1899.

1923-4

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
 In the matter of Valiquette & Larivée, Saint Adèle,  
 Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of goods and chattels, and will be open to objection until the 26th of June, 1899, on and after which date the dividends will be payable at our office, No. 1709, Notre-Dame street, Montreal.

A. LAMARCHE,  
 M. BENOIT,  
 Joint curators.  
 2184

Montreal, 10th June, 1899.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of A. Patenaude & Co., Montreal,  
 Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of goods and chattels, and will be open to objection until the 27th of June, 1899, after which date the dividends will be payable at our office, No. 1709, Notre Dame street, Montreal.

A. LAMARCHE,  
 M. BENOIT,  
 Joint curators.  
 2186

Montreal, 10th June, 1899.

Province of Quebec, }  
 District of Saint-François. } *Superior Court.*  
 In the matter of J. A. Plamondon, Wotton, Que.,  
 Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of goods and chattels, and that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of real estate. Both these dividend sheets will be open to objection until the 28th of June, 1899, on and after which date the dividends will be payable at our office, No. 1709, Notre-Dame street, Montreal.

A. LAMARCHE,  
 M. BENOIT,  
 Joint curators.  
 2188

Montreal, 10th June, 1899.

### Sale of Real Estate under Insolvents Acts.

#### INSOLVENT NOTICE.

Province of Quebec, }  
 District of Saint Hyacinth. }  
 In re P. P. Martin,

Petitioner ;

vs.

Louis Fontaine, merchant, of l'Ange Gardien Canrobert, Rouville county, P. Q., district of Saint Hyacinth, Insolvent.

The undersigned, curator duly appointed for the said insolvent, will sell by public auction the property hereinafter described :

A lot of land comprising two lots known and designated as numbers fifty-four and fifty-five (54-55), of the plan and cadastre of the official book of the said village Canrobert, TUESDAY, the TWENTIETH day of JUNE next, at NOON, at the church door at the said village.

Conditions of sale : Cash.

H. LAMARRE,  
 Curator.

246, St. James street, Montreal.  
 Saint Hyacinth, 17th May, 1899.

1924

## Licitations

Province of Québec,  
District of Montréal. }  
No 2367. }  
L. N. Mallette, }  
Philibert Mallette, }  
Dame Ellen Conroy et al., }  
The Grand Trunk Railway Coy, }  
vs. }  
Demandeur : }  
Défendeur ; }  
Opposants. }

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la cour supérieure, à Montréal, le onze avril (1894) mil huit cent quatre-vingt-quatorze, dans une cause portant le No 2367 des dossiers de la dite cour, et dans laquelle Léon Napoléon Mallette, officier de la police provinciale de la cité et du district de Montréal, était demandeur ; et Philibert Mallette, journalier, ci-devant de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, dans le district de Montréal, et maintenant absent de cette province, et Joseph Perrier, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de tuteur aux biens de Lizzie Walsh, Thomas Walsh et William Walsh, enfants mineurs issue du mariage de John H. Walsh, de la ville de Portland, dans l'état du Maine, et de feu Julie Mallette, son épouse, sont défendeurs, ordonnant le dit jugement, la licitation des immeubles suivants ; et d'un autre jugement rendu dans la même cause, le vingt-un avril mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf ; et d'un autre jugement rendu le cinq juin mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, ordonnant de vendre en un seul lot comme étant une seule et même exploitation, fixant le vingt-septième jour de juin courant, pour procéder à la vente de l'immeuble ci-après décrit, savoir Une terre située partie dans le village et partie dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, et désignée sous les numéros et parties de numéros ci-après décrits :

1° Un lot de terre situé au village de la Pointe-Claire, et connu sur le numéro (95) quatre-vingt-quinze, des plan et livre de renvoi officiels du dit village de la Pointe-Claire—avec bâtisses.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu et connu sous le numéro (97) quatre-vingt-dix-sept, des mêmes plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisses.

3° Un autre lot de terre situé au même lieu et connu sous le numéro (98) quatre-vingt-dix-huit, des mêmes plan et livre de renvoi officiels—avec bâtisses.

4° Un autre lot de terre situé au même lieu et connu sous le numéro (99) quatre-vingt-dix-neuf, des mêmes plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisses. La ligne de division du dit lot No 99 d'avec les numéros soixante et quatorze et soixante et seize (74 et 76), des mêmes plan et livre de renvoi officiels, devant être telle que déterminée à un plan fait par Ernest Bélanger, arpenteur, le trois septembre 1898, dont copie a été produite en cette cause, au greffe de la cour supérieure, le dix-sept mars 1899.

5° Un autre lot de terre situé au même lieu et connu sous le numéro cent (100), des mêmes plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisses ; à distraire du dit lot toute la portion du dit lot officiel No 100, du village de Pointe-Claire, se trouvant à l'ouest de la clôture maintenant existant à l'est du chemin public, qui conduit de la station du chemin de fer du Grand Tronc à la Pointe-Claire au dit village de la Pointe-Claire, la dite parcelle à distraire ayant une superficie totale d'environ trois arpents et trois dixièmes ; bornée la dite partie à distraire au sud-ouest et au sud par le lot No 73, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, au nord par le droit de passage du chemin de fer du Grand Tronc, à l'est par le résidu du dit lot numéro 100, maintenant vendu, la dite portion ainsi distraite telle que désignée au plan ci-haut mentionné fait par le dit Ernest Bélanger.

## Licitations

Province of Québec,  
District of Montréal. }  
No. 2367. }  
L. N. Mallette, }  
Philibert Mallette, }  
Dame Ellen Conroy et al., }  
The Grand Trunk Railway Coy., }  
vs. }  
Plaintiff ; }  
Defendant ; }  
Opposants. }

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the superior court sitting at Montreal, on the eleventh day of April (1894), one thousand eight hundred and ninety-four, in a cause bearing the No. 2367 of the records of the said court, and in which Léon-Napoléon Mallette, member of the provincial police of the city and district of Montreal, was plaintiff ; and Philibert Mallette, laborer, heretofore of the parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire, in the district of Montreal, and now absent of this province, and Joseph Perrier, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor to Lizzie Walsh, Thomas Walsh and William Walsh, minor children of John H. Walsh, of the city of Portland, State of Maine, and late Julie Mallette, his wife, are defendants, said judgment ordering the licitation of the following immovable properties ; and also by and in virtue of another judgment in the same cause, on the twenty-first day of April, one thousand eight hundred and ninety-nine ; and also by and in virtue of another judgment in the same cause on the fifth day of June, one thousand eight hundred and ninety-nine, ordering the sale of said immovable in one lot, and fixing the twenty-seventh day of June instant, as the date of sale of said immovable : An immovable situated part in the village and part in the parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire, designated under the following numbers and part of numbers hereafter described :

1. A lot of land situate in the village of Pointe-Claire, and known under number ninety five (95), of the official plan and book of reference of said village of Pointe-Claire—with buildings.

2. Another lot of land situate in the same village and known under number ninety-seven (97), of the same official plan and book of reference—without buildings.

3. Another lot of land situate in the same place and known under number ninety-eight (98), of the same plan and book of reference—with buildings.

4. Another lot of land situate in the same place and known under number ninety-nine (99), of the same plan and book of reference—without buildings. The line of subdivision between said lot No. 99 and lots (Nos. 74 and 76) number seventy-four and seventy-six, of same plan and book of reference, to be according to a plan made by Ernest Bélanger, land-surveyor, the third of September, 1898, a copy of which has been filed in the present cause, at the prothonotary's office, in the superior court, on the seventeenth of March, 1899.

5. Another lot of land situate in the same place and known under number one hundred (100), of the same official plan and book of reference—without buildings ; less all that portion of official lot No. 100, of the village of Point-Claire, lying west of a division line fence presently existing on the east side of the public highway, leading from the Point-Claire station of the Grand Trunk railway to Point-Claire village, of a total superficies of about three acres and three-tenths ; bounded to the south west and south by official lot No. 73, to the north by the right of way of the Grand Trunk Railway Company, to the east by the balance of lot No. 100, now sold, said portion as designated on the above mentioned land prepared by the said Ernest Belanger.

6° Un autre lot de terre situé au même lieu et connu sous le numéro (102) cent deux, des mêmes plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisses; à distraire cependant du dit lot ce qui a été vendu à la compagnie du chemin de fer du Pacifique pour l'établissement de son chemin.

7° Un autre lot de terre situé en la paroisse de la Pointe-Claire, et connu sous le numéro trente-huit (38), des mêmes plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la Pointe-Claire—sans bâtisses.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère en un seul lot et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN courant, à DIX HEURES ET DEMIE du matin, cour tenante, dans la salle d'audience de la dite cour supérieure, siégeant comme cour de pratique, dans la cité de Montréal, dit district; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges amendé, déposé au bureau du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au bureau du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant celui fixé pour la dite vente, et toute opposition afin de conserver devra être déposée au dit bureau du dit protonotaire dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire

NAPOLÉON CHARBONNEAU,  
Avocat du demandeur.

Montréal, 5 juin 1899. 2179  
[Première publication, 10 juin 1899.]

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. } Cour Supérieure.  
No 482. }

#### LICITATION.

Dame Mary Currie *et vir*, Demandeurs ;  
vs  
John D. Duncan *et al*, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Beauharnois, dans le district de Beauharnois, rendu le 12e jour de mai 1899, dans une cause où Dame Mary Currie, de la paroisse du Très Saint-Sacrement, dans le dit district de Beauharnois, épouse commune en biens de Robert Houston, cultivateur, du même lieu, par lui dûment autorisée à l'effet des présentes, et le dit Robert Houston dans le but d'autoriser sa dite épouse, sont demandeurs; et John D. Duncan, laitier, Agnes Currie, fille majeure et usant de ses droits, Flora Gruer, fille majeure et usant de ses droits, Catherine Bell Campbell, fille majeure et usant de ses droits, tous des cités et district de Montréal; Flora Currie, de Quyon, dans le comté de Pontiac et district de Pontiac, fille majeure et usant de ses droits, Peter Campbell, de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormatown, dans le district de Beauharnois, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Dugald Alexander Campbell, des cités et district de Montréal, enfant mineur issu de son mariage avec feu Margaret Currie, son épouse; et le dit John D. Duncan, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Margaret Currie, des cités et district de Montréal, enfant mineur issu du mariage de feu John Currie, junior, et Janet Orr, son épouse, tous deux en leur vivant de la dite paroisse du Très-Saint Sacrement, dans le dit district de Beauharnois, sont défendeurs; ordonnant la licitation de cette propriété immobilière décrite comme suit, à savoir:

Un lot de terre sis et situé dans la concession du English River, Williamstown, dans la paroisse de Très Saint-Sacrement, dans le comté de Châteauguay, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme,

6. Another lot of land situate in the same place and known under number one hundred and two (102), of the same official plan and book of reference—without buildings; less what has been sold to Canadian Pacific railway for its road.

7. Another lot of land situate in the parish of Point-Claire, and known under number thirty-eight (38), of the official plan and book of reference of said parish of Point-Claire—without buildings.

The said immovable hereinabove described will be put up at auction in one lot and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY-SEVENTH day of JUNE inst., at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the superior court, sitting as a practice court, in the city of Montreal, said district; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the amended list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation, must be deposited in the office of the said prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed for the said sale and adjudication, and any opposition for payment must be deposited in the office of the said prothonotary within the six days following said adjudication, and in default by the parties to file the said oppositions in the delays above mentioned, they will be foreclosed of the right of so doing.

NAPOLÉON CHARBONNEAU,  
Attorney for plaintiff.

Montreal 5th June, 1899. 2180  
[First published, 10th June, 1899.]

Provinces of Quebec, }  
District of Beauharnois. } Superior Court.  
No. 482. }

#### LICITATION.

Dame Mary Currie *et vir*, Plaintiffs ;  
vs  
John D. Duncan *et al*, Defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Beauharnois, in the district of Beauharnois, rendered on the 12th day of May, 1899, in a cause in which Dame Mary Currie, of the parish of Très Saint Sacrement, in the said district of Beauharnois, wife common as to property of Robert Houston, of the same place, farmer, and by him duly authorized for the purpose hereof, and the said Robert Houston for the purposes of authorizing his said wife, are plaintiffs; and John D. Duncan, milk dealer, Agnes Currie, spinster, *fille majeure et usant de ses droits*, Flora Gruer Campbell, spinster, *fille majeure et usant de ses droits*, Catherine Bell Campbell, spinster, *fille majeure et usant de ses droits*, all of the city and district of Montreal; Flora Currie, of Quyon, in the county of Pontiac, and district of Pontiac, spinster, *fille majeure et usant de ses droits*, Peter Campbell, of the parish of Saint Malachie d'Ormatown, in the district of Beauharnois, in his quality of tutor duly appointed to Dugald Alexander Campbell, of the city and district of Montreal, minor child issue of his marriage with the late Margaret Currie, his wife; and the said John D. Duncan, in his quality of tutor duly appointed to Margaret Currie, of the city and district of Montreal, minor child issue of the marriage of the late John Currie, junior, and Janet Orr, his wife, both in their lifetimes of the said parish of Très Saint Sacrement, in the said district of Beauharnois, are defendants; ordering the licitation of that immoveable property, described as follows, to wit:

A certain lot of land lying and situate in the English River concession, Williamstown, in the parish of Très Saint Sacrement, in the county of Châteauguay, being known and designated on the official plan and in the book of reference for the

dans le dit comté de Châteauguay, comme lot numéro deux cent soixante et un (No 261), contenant quatre-vingt-cinq arpents et vingt perches en superficie.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTEIEME jour de JUIN prochain, 1899, à ONZE heures de l'avant-midi, courtenante, dans la salle d'audience dans le palais de justice, des ville et district de Beauharnois; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, douze jours avant le jour fixé comme susdit, au moins pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

MCCORMICK & CLAXTON,

Procureurs des demandeurs.

Beauharnois, 15 mai 1899. 1867-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

### Ratification

#### AVIS PUBLIC.

*In re* Cascapédia Pulp & Lumber Co.,

En liquidation.

Avis est par le présent donné que, conformément aux articles 5727 B et 5727 C, du statut 60 Vict., chap. 49, l'acte de vente des immeubles vendus à l'enchère le 4 avril 1899, a été déposé à mon bureau pour ratification, suivant la loi, ainsi que le certificat du registraire. Par le certificat d'enregistrement il appert :

1° Que les possesseurs, pendant les trois dernières années, de l'immeuble connu sous le nom de ferme Eskiminac, et consistant dans les lots de terre Nos. un, deux, trois, quatre et cinq, du township Angers, dans le comté de Bonaventure, ont été Jean Chrysostôme Langelier, Alphonse Charlebois, J. Misael Fortier et Théodore Nadeau, ces trois derniers faisant affaires sous le nom de Maria Pulp & Lumber Co., et la Cascapédia Pulp & Lumber Co.

2° Que les possesseurs, pendant les trois dernières années, de l'immeuble connu sous le nom de Green Point, dans la paroisse de Sainte-Brigitte de Maria, comté de Bonaventure, et formé de partie des numéros suivants du cadastre de la susdite paroisse, savoir : Nos. 49, 50, 51 E; 49, 50, 51 F; 52, 53 A; 52, 53 B; 52, 53 D; 54 A; 55 B; 56 A; 56 B; 58 A ont été les personnes suivantes : Honoré Guité, Jean Louis Cyr, Georges Poirier, André Audet, Xavier Cyr, James Audet, Joseph Audet, Will. Cyr, Sylvestre Cyr, Salomon Cyr *et al.*, Ignace Cyr, Maria Pulp & Lumber Co., Cascapédia Pulp & Lumber Co.

ALFRED LEMIEUX,  
Liquidateur.

Bureau : People's Chambers,  
No. 125, rue Saint-Pierre.  
Québec, 12 mai 1899.

1721-5

### Ventes par le Sherif—Arthabaska

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

parish of Saint Jean Chrysostôme, in the said county of Châteauguay, as lot number two hundred and sixty-one (No. 261), containing eighty-five arpents and twenty perches in superficies.

The said immovable property will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRTIETH day of JUNE next (1899), at ELEVEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room, at the court house, in the town and district of Beauharnois; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

MCCORMICK & CLAXTON,

Attorneys for plaintiffs.

Beauharnois, 15th May, 1899. 1868  
[First published, 20th May, 1899.]

### Ratification

#### PUBLIC NOTICE.

*In re* Cascapédia Pulp & Lumber Co.,

In liquidation.

Notice is hereby given that, pursuant to articles 5727 B and 5727 C, of the statute 60 Vict., chap. 49, the deed of sale of the immovables sold by auction on the 4th of April, 1899, has been filed in my office for ratification, according to law, as also the registrar's certificate. By the registry certificate it appears :

1. That the persons who possessed, during the last three years, the immovable known by the name of the Eskiminac Farm, and consisting of the lots of land Nos. one, two, three, four and five, of the township Angers, in the county of Bonaventure, were Jean Chrysostôme Langelier, Adolphe Charlebois, J. Misael Fortier and Théodore Nadeau, the three latter carrying on business under the name of Maria Pulp & Lumber Co., and the Cascapédia Pulp & Lumber Co.

2. That the persons who possessed, during the last three years, the immovable known by the name of Green Point, in the parish of Sainte-Brigitte de Maria, county of Bonaventure, and made up of part of the following cadastral numbers of the said parish, to wit : Nos. 49, 50, 51 E; 49, 50, 51 F; 52, 53 A; 52, 53 B; 52, 53 D; 54 A; 55 B; 56 A; 56 B; 58 A were the following : Honoré Guité, Jean Louis Cyr, George Poirier, André Audet, Xavier Cyr, James Audet, Joseph Audet, Will. Cyr, Sylvestre Cyr, Salomon Cyr *et al.*, Ignace Cyr, Maria Pulp & Lumber Co., Cascapédia Pulp & Lumber Co.

ALF. LEMIEUX,  
Liquidator.

Office : Peoples Chambers,  
No. 125, Saint Peter street.  
Quebec, 12th May, 1899.

1722

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure du district de Québec.*

Arthabaska, à savoir : } **JAMES GIBSON, sr.,**  
 No. 2014. } Demandeur ; contre  
**JOSEPH ARTHUR TURGEON**, es-qualité de  
 tuteur à Anne-Marie, enfant mineure de Joseph  
 Edmond Turgeon, Défendeur.

Un emplacement de forme irrégulière situé dans le sixième rang du canton de Somerset Nord, connu et désigné sous les numéros cent quatre-vingt-quatorze, cent quatre-vingt-quinze, deux cent treize, deux cent quatorze et deux cent quinze (194, 195, 213, 214 et 215), du cadastre pour le dit canton de Somerset Nord ; borné en front partie à une route publique et partie aux terrains de P. Lapointe, M. Ryan et Geo. Savoie, en arrière au terrain de G. Couture, au nord à A. Leclerc, G. Couture et G. Savoie, et au sud à P. Lapointe et H. M. Price—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Julie de Somerset, le ONZIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. L. O. MILOT, Shérif.  
 Bureau du Shérif, Arthabaskaville, 8 juin 1899. 2205  
 [Première publication, 10 juin 1899.]

**Ventes par le Shérif—Beauce**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **DAME EMILIE TARDIF,**  
 No. 2794. } Demanderesse ; contre  
**GEDEON THERIEN ET AL**, Déendeurs, et **LE-TELLIER ET BOUFFARD**, procureurs distrayants saisisants, savoir :

Immeuble saisi contre Dame Emilie Tardif :

La moitié indivise du lot de terre situé en le troisième rang du canton de Tring, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Victor de Tring, sous le numéro trois cent cinquante-deux (352), avec la moitié indivise de la rente annuelle due par Siméon Bolduc pour son loyer d'emplacement, et avec de plus la maison, grange et étable érigées et construites sur le dit immeuble au nord est du chemin de front le traversant—circonstances et dépendances ; à distraire les emplacements de Siméon Bolduc, du chemin de fer Québec Central, Prouty et Miller, et Joseph Tardif, ainsi que les bâtisses appartenant à Antoine Lessard, Napoléon Lapointe et Georges Lepage.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Victor de Tring, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER, Shérif.  
 Bureau du Shérif, Village de Saint-Joseph, Beauce, 10 mai 1899. 1899-2  
 [Première publication, 20 mai 1899.]

**Ventes par le Shérif—Bedford**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court of the district of Québec.*

Arthabaska, to wit : } **JAMES GIBSON, sr.,**  
 No. 2014. } Plaintiff ; against  
**JOSEPH ARTHUR TURGEON**, es quality of  
 tutor to Anne Marie, minor child of Joseph Ed-  
 mond Turgeon, Defendant.

An emplacement of irregular form situate in the sixth range of the township of North Somerset, known and distinguished under numbers one hundred and ninety-four, one hundred and ninety-five, two hundred and thirteen, two hundred and fourteen and two hundred and fifteen (194, 195, 213, 214 and 215), of the cadastre for the said township of North Somerset ; bounded in front part by a public route and part by the grounds of P. Lapointe, M. Ryan and Geo. Savoie, in rear by the ground of G. Couture, northerly to A. Leclerc, G. Couture and G. Savoie, and southerly to P. Lapointe and H. M. Price—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Julie of Somerset, on the ELEVENTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. L. O. MILOT, Deputy Sheriff.  
 Sheriff's Office, Arthabaskaville, 8th June, 1899. 2206  
 [First published, 10th June, 1899.]

**Sheriff's Sales—Beauce**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **DAME EMILIE TARDIF,**  
 No. 2794. } Plaintiff ; against **GEDEON THERIEN ET AL**, Defendants, and **LETELLIER AND BOUFFARD**, attorneys distracting seizing for costs, to wit :

Immovable seized against Dame Emilie Tardif :

The undivided half of the lot of land situated in the third range of the township of Tring, now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint-Victor of Tring, as number three hundred and fifty-two (352), together with the undivided half of the annual rent due by Siméon Bolduc for his lease of a lot, and also with the house, barn and stable erected and build on the said immovable on the north east side of the front road crossing it—circumstances and dependencies ; reserving the lot of Siméon Bolduc, the Québec Central Railway, Prouty and Miller, and Joseph Tardif, also the buildings belonging to Antoine Lessard, Napoléon Lapointe and Georges Lepage.

To be sold at the church door of the parish of Saint Victor of Tring, on the TWENTY-SECOND day of JUNE next, at NOON.

JOS. POIRIER, Sheriff.  
 Sheriff's Office, Village of Saint Joseph, Beauce, 10th May, 1899. 1900  
 [First published, 20th May, 1899.]

**Sheriff's Sales—Bedford**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province de Québec, } **DAME MARIE SOPHIE HUDON**, de la ville de  
 District de Bedford. } **Waterloo**, dans le district de  
 No 6306. } Bedford, veuve de feu Clovis Deragon, en son vivant  
 gentilhomme et commerçant, du même lieu, en sa  
 qualité de légataire universel et exécutrice testa-  
 mentaire du dit feu Clovis Deragon, Demanderesse ;  
 contre les terres et tenements de **FELIX BEAU-  
 DRY**, cultivateur, du canton de Shefford, dans le  
 dit district, Défendeur.

Cette terre formant parties des lots 8 et 9, dans  
 le quatrième rang des lots du canton de Shefford,  
 dans le district de Bedford, maintenant connue aux  
 plan et livre de renvoi officiels du dit canton de  
 Shefford, sous les numéros huit cent treize (813) et  
 huit cent quinze (815), contenant cinquante et un  
 acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les  
 améliorations faites et appartenances.

Pour être vendue en un seul lot, à la porte de  
 l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de  
 Shefford, dans le comté de Shefford et district de  
 Bedford, le **TREIZIEME** jour de **JUILLET** pro-  
 chain, à **NEUF** heures de l'avant-midi.

**CHAS. S. COTTON,**Bureau du Shérif,  
Sweetsburg, 5 juin 1899.Shérif.  
2161

[Première publication, 10 juin 1899.]

**Sheriff's Sales—Chicoutimi**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que  
 les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-  
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et  
 lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS CONTRE LE DEMANDEUR***Cour Supérieure—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **THOMAS PEDNEAULT**,  
 No 327. } de la cité de Montréal,  
 journalier, Demandeur ; contre **WILLIAM  
 PEDNEAUD**, de Jonquière, Défendeur.

Les droits de propriété, de possession, impenses,  
 bâtisses et réclamations de Thomas Pedneault, le  
 demandeur, sur les terrains désignés sur le plan et  
 dans le livre de renvoi officiels du cadastre du canton  
 de Jonquière, sous les numéros trente-cinq A (No.  
 35A) et trente-six A (No 36 A), trente-cinq B et  
 trente six B (Nos 35 B et 36 B), du premier rang du  
 canton de Jonquière, contenant en totalité cent  
 vingt-six acres en superficie—plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église de la  
 paroisse de Saint-Dominique de Jonquière, le  
**ONZIEME** jour du mois de **JUILLET** prochain, à  
**ONZE** heures de l'avant-midi.

**O. BOSSE,**Bureau du Shérif,  
Chicoutimi, 5 juin 1899.Shérif.  
2173

[Première publication, 10 juin 1899.]

**Ventes par le Shérif—Gaspé**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que  
 les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-  
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et  
 lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Percé, à savoir : } **WILLIAM COWAN ET AL**,  
 No 1215. } de Galt, province d'Onta-  
 rio, Demandeurs ; contre **ESDRAS LEPAGE**, Dé-  
 fendeur.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court—District of Bedford.*

Province of Québec, } **DAME MARIE SOPHIE HUDON**, of the town  
 District of Bedford. } **Waterloo**, in the district  
 No. 6306. } of Bedford, widow of the late Clovis Deragon, in  
 his lifetime gentleman and trader, of the same place,  
 in her quality of universal legatee and testamentary  
 executor of the said late Clovis Deragon, Plaintiff ;  
 against the lands and tenements of **FELIX BEAU-  
 DRY**, farmer, of the township of Shefford, in the  
 said district, Defendant.

That certain farm forming parts of lots 8 and 9,  
 in the fourth range of lots of the township of Shef-  
 ford, in the district of Bedford, and now known on  
 the official plan and book of reference of said town-  
 ship of Shefford, as number eight hundred and thir-  
 teen (813) and eight hundred and fifteen (815),  
 containing fifty-one acres in superficies, more or  
 less—with all improvements thereon and appur-  
 tenances thereto belonging.

To be sold *en bloc* as one farm, at the parish  
 church door of Saint François Xavier de Shefford,  
 in the county of Shefford and district of Bedford,  
 on the **THIRTEENTH** day of **JULY** next, at the  
 hour of **NINE** o'clock in the forenoon.

**CHAS. S. COTTON,**

Sheriff's Office,

Sweetsburg, 5th June 1899.

Sheriff.

2162

[First published, 10th June, 1899.]

**Ventes par le Shérif—Chicoutimi**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
 dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**  
 have been seized, and will be sold at the respective  
 time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS AGAINST PLAINTIFF.***Superior Court—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **THOMAS PEDNEAULT**,  
 No. 327. } of the city of Montréal,  
 laborer, Plaintiff ; vs **WILLIAM PEDNEAUD**,  
 of Jonquière, Defendant.

The rights of ownership, possession, improve-  
 ments, buildings and clauses of Thomas Pedneault,  
 the plaintiff, on the lots described on the official  
 plan and books of reference of the cadastre of the  
 township of Jonquière, as numbers thirty-five A  
 (No. 35 A), thirty-six A (No. 36 A), thirty-five B  
 and thirty-six B (Nos. 35 B and 36 B), of the first  
 range of the township of Jonquière, containing in  
 all one hundred and twenty-six acres in area—more  
 or less.

To be sold at the church door of the parish of  
 Saint Dominique de Jonquière, on the **ELEVENTH**  
 day of the month of **JULY** next, at **ELEVEN**  
 of the clock in the forenoon.

**O. BOSSE,**

Sheriff's Office,

Chicoutimi, 5th June, 1899.

Sheriff.

2174

[First published, 10th June, 1899.]

**Sheriff's Sales—Gaspé**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
 dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have  
 been seized, and will be sold at the respective time  
 and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court—District of Montréal.*

Percé, to wit : } **WILLIAM COWAN ET AL.**, of  
 No. 1215. } Galt, province of Ontario,  
 Plaintiffs ; against **ESDRAS LEPAGE**, Defendant.

1° Une terre sise et située au premier rang de la paroisse de Saint-Norbert du Cap Chat, dans le comté de Gaspé, de la contenance de deux arpents de front, plus ou moins, à partir du fleuve Saint-Laurent, courant vers le sud jusqu'au chemin de la Reine, et un arpent de front, en courant vers le sud en profondeur de vingt-quatre arpents, le tout plus ou moins; bornée en front vers le nord au fleuve Saint-Laurent, en arrière vers le sud aux terres du "Petit Cordon", tenant du côté est à Gustave Perrée, et du côté ouest à James Henley—avec toutes les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un lopin de terre sis et situé à l'endroit appelé "Anse au Goémon", au premier rang de la paroisse de Saint-Norbert du Cap Chat, dans le comté de Gaspé, de la contenance de quatre arpents de front sur la profondeur d'un arpent; borné en front vers le nord au fleuve Saint-Laurent, en arrière vers le sud au chemin de la Reine, à l'est à James Henley, et à l'ouest à Anctil Lepage—avec un moulin à scies à vapeur et les machines y contenues, telles que les scies, machines à moulures, planer, traineaux, concasseur (*grinder*), machine à déliner (*ripper*) et autres, qui se trouvent dans le dit moulin à vapeur.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Norbert du Cap Chat, le QUINZIÈME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

JAS. T. TUZO,

Bureau du Shérif,  
Percé, 20 mai 1899.

Shérif,  
2041-2

[Première publication, 27 mai 1899.]

**FIERI FACIAS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—Comté de Gaspé.*

Percé, à savoir: } LA COMPAGNIE JOHN L.  
No. 1504. } CASSIDY (LIMITÉE), Deman-  
deresse; contre DANIEL LEGOUFFE, Défendeur.

Un certain lot ou morceau de terre situé du côté est de la Rivière Petit Pabos, dans le premier rang de la seigneurie de Pabos, en les comté et district de Gaspé, ayant un front d'environ un acre sur la profondeur, suivant le plan de la dite seigneurie; borné en front par la mer, en arrière par les terres du deuxième rang, d'un côté vers l'est par James Cody, et de l'autre côté vers l'ouest par les représentants de William O'Connor—avec maison et autre bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adélaïde de Pabos, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

JAS. T. TUZO,

Bureau du Shérif,  
Percé, 13 mai 1899.

Shérif,  
1871-2

[Première publication, 20 mai 1899.]

**Ventes par le Shérif—Iberville**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir: } ALPHONSE F. GER-  
No 99. } VAIS, commerçant, de  
la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville,  
Demandeur; contre JOSEPH GREGOIRE, FILS,  
du village de Napierville, dans le district d'Iber-  
ville, Défendeur.

Un terrain situé sur la rue Saint-Joseph, dans le village de Napierville, dans le district d'Iberville; connu et désigné aux plan et livre de renvoi

1. A land being and lying in the first range of the parish of Saint Norbert of Cap Chat, in the county of Gaspé, containing two arpents in front, more or less, starting from Saint Lawrence river, running towards the south to the Queen's road, and one arpent in front, running towards the south in depth, of twenty-four arpents, the whole more or less; bounded in front to the north to the Saint Lawrence river, in rear to the south by the lands of "Petit Cordon," joining to the east side Gustave Perrée, and to the west side James Henley—together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land situate at the place called "Anse au Goémon," in the first range of the parish of Saint Norbert of Cap Chat, in the county of Gaspé, containing four arpents in front by the depth of one arpent; bounded in front to the north by the Saint Lawrence river, in rear to the south by the Queen's highway, to the east by James Henley, and to the west by Anctil Lepage—with a steam saw mill and machinery belonging thereto: as saws, moulding machines, planer, carriage (*traineau*), grinder, ripper and others, which are in the said steam mill.

To be sold at the church door of the parish of Saint Norbert of Cap Chat, on the FIFTEENTH day of JULY next, at THREE of the clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office,  
Percé, 20th May, 1899.

Sheriff,  
2042

[First published, 27th May, 1899.]

**FIERI FACIAS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court—County of Gaspé.*

Percé, to wit: } LA COMPAGNIE JOHN L.  
No. 1504. } CASSIDY (LIMITED), Plain-  
tiffs; again st DANIEL LEGOUFFE, Defendant.

A certain lot or piece of land situate on the east side of Little Pabos river, in the first range of the seigniorie of Pabos, in the county and district of Gaspé, having a frontage of about one acre on the depth, according to the plan of the said seigniorie; bounded in front by the sea, in rear by the lands of the second range, on one side towards the east by James Cody, and on the other side towards the west by the representatives of William O'Connor—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adélaïde de Pabos on the TWENTY-SIXTH day of JUNE next, at TWO of the clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office,  
Percé, 13th May, 1899.

Sheriff  
1872

[First published, 20th May, 1899.]

**Sheriff's Sales—Iberville**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit: } ALPHONSE F. GER-  
No. 99. } VAIS, trader, of the  
town of Saint Johns, in the district of Iberville,  
Plaintiff; against JOSEPH GREGOIRE, JUNIOR,  
of the village of Napierville, in the district of Iber-  
ville, Defendant.

A piece of ground situate on Saint Joseph street, in the village of Napierville, in the district of Iberville, known and designated on the official plan

officiels du dit village de Napierville, sous le numéro cent cinquante-quatre (No 154)—avec une maison et autres bâties y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district susdit, le VINGT ET UNIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 16 mai 1899. 1865-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir : } DAME MARIE  
No 2593. } DROLET, de la  
paroisse de l'Isle-Verte, veuve de feu Apollinaire  
Edouard Grenier, en son vivant, médecin, du même  
lieu, Demanderesse ; contre FRANCOIS GRAND-  
MAISON, de la ville de Lewiston, dans l'Etat du  
Maine, l'un des Etats-Unis, ci-devant de la paroisse  
de Saint-Epiphan, Défendeur.

1° Un lot de terre situé en le premier rang de la dite paroisse de Saint-Epiphan, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Temiscouata, pour la dite paroisse de Saint-Epiphan, sous le numéro trente-neuf B (No 39B)—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une autre terre située au second rang de la dite paroisse, connue et désignée dans le numéro quarante-trois (No 43), du même cadastre—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Epiphan, MERCREDI, le VINGT-UNIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 17 mai 1899. 1905-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } PIERRE DEMERS ET  
No. 1787. } ARISTIDE DEMERS,  
marchands, de la cité de Montréal, et faisant affaires  
ensemble et en société, sous la raison sociale de  
"P. Demers & Fils," Demandeurs ; contre les  
terres et tenements de BENJAMIN BERTHE-  
LETTE, voiturier, du village de Notre-Dame des  
Neiges Ouest, district de Montréal, Défendeur.

1° Un terrain présentement connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-sept (87), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, de la contenance de quarante et un pieds de largeur par cent cinquante-huit pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure ; borné en front par le chemin de la Côte des Neiges—avec une maison en bois et un hangar dessus érigés.

and book of reference of the said village of Napierville, under the number one hundred and fifty-four (No. 154)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien, in the district aforesaid, on the TWENTY-FIRST day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 16th May, 1899. 1866  
[First published, 20th May, 1899.]

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } DAME MARIE DRO-  
No. 2593. } LET, of the parish of  
L'Isle Verte, widow of the late Apollinaire Edouard  
Grenier, in his lifetime physician, of the same place,  
Plaintiff ; against FRANCOIS GRANDMAISON,  
of the town of Lewiston, in the State of Maine, one  
of the United States, formerly of the parish of Saint-  
Epiphane, Defendant.

1. A lot of land situate in the first range of the said parish of Saint Epiphane, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Temiscouata, for the said parish of Saint Epiphane, as number thirty-nine B (No. 39 B)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another land situate in the second range of the said parish, known and designated as number forty-three (No. 43), of the same cadastre—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Epiphane, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 17th May, 1899. 1906  
[First published, 20th May, 1899.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } PIERRE DEMERS AND  
No. 1787. } ARISTIDE DEMERS,  
merchants, of the city of Montreal, and doing business together and in partnership under the style and firm of "P. Demers & Fils," Plaintiffs ; against the lands and tenements of BENJAMIN BERTHELETTE, carriage-maker, of the village of Notre Dame des Neiges West, district of Montreal, Defendant.

1. A lot now known and described as number eighty-seven (87), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, containing forty-one feet in width by one hundred and fifty-eight feet in depth, more or less, without warranty of measurement ; bounded in front by the Côte des Neiges road—with a wooden house and a barn thereon erected.

2° La moitié indivise d'un terrain connu et désigné sous le numéro cent trois, sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit village de la Côte des Neiges, de la contenance d'après le dit livre de renvoi de quatre-vingt-onze pieds de largeur sur cent soixante et quatre pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par le chemin public de la Côte des Neiges—avec la moitié indivise d'une maison en bois, contenant logement et boutique de voiturier, une écurie et un hangar à voitures et à bois dessus érigés.

3° Et la moitié indivise d'un autre terrain ou emplacement présentement connu et désigné sous le lot officiel numéro cent quatre (104), aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges, de la contenance d'un demi arpent de front sur neuf perches de profondeur, plus ou moins; tenant par devant au chemin du Roi—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 7 juin 1899. 2169  
[Première publication, 10 juin 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } PIERRE DEMERS, marchand, de la cité et du district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de NARCISSE PATENAUDE, forgeron, de la paroisse de Saint-Isidore, dit district, Défendeur.

Deux emplacements sis et situés dans la paroisse de Saint-Isidore, concession sud-est de Saint-Régis; bornés en front par le chemin public, ne faisant qu'une seule exploitation, et étant connus et désignés sous le numéro deux cent soixante et quatre (No 264), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Isidore, dans le comté de Laprairie—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Isidore, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 6 juin 1899. 2167  
[Première publication, 10 juin 1899.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME LOUISE VENNE, No. 2978. } de la cité de Montréal, veuve de feu Alexis Boucher dit Desroches, en son vivant maçon, du même lieu, tant comme légataire universelle en usufruit, que es-qualité d'exécutrice testamentaire de son dit mari, Demanderesse; contre les terres et tenements de JOSEPH BRUNET, JUNIOR, entrepreneur charpentier, de la cité de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal; borné en front par l'Avenue de l'Hôtel-de-Ville, connu et désigné comme subdivision treize (13), du lot numéro soixante-dix-neuf (79), des plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, et avec droit de mitoyenneté dans les murs séparant la maison susdite de celle construite sur les subdivisions douze et quatorze (12 et 14), du dit lot numéro soixante-dix-neuf (79), et avec droit de passage dans la ruelle communiquant de la rue Cadieux, en arrière des dits lots.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 17 mai 1899. 1929-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

2. The undivided half of a lot known and described as number one hundred and three, on the official plan and book of reference of the said village of Côte des Neiges, containing by the said book of reference ninety-one feet in width by one hundred and sixty-four feet in depth, english measure; bounded in front by the public road of the Côte des Neiges—with the undivided half of a wooden house, containing a dwelling and carriage-maker's workshop, a stable and shed for vehicles and wood therein erected.

3. And the undivided half of another lot or piece of land now known and described as number one hundred and four (104), on the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges, containing one half arpent in front by nine perches in depth, more or less; bounded in front by the King's road—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 7th June, 1899. 2170  
[First published, 10th June, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } PIERRE DEMERS, merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of NARCISSE PATENAUDE, blacksmith, of the parish of Saint-Isidore, said district, defendant.

Two lots situate and being in the parish of Saint-Isidore, concession south east of Saint Regis; bounded in front by the public road, forming only one and the same plot, and being known and designated as number two hundred and sixty-four (No. 264), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Isidore, in the county of Laprairie—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Isidore, on the THIRTEENTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 6th June, 1899. 2168  
[First published, 10th June, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME LOUISE VENNE, No. 2978. } of the city of Montreal, widow of the late Alexis Boucher dit Desroches, in his lifetime mason, of the same place, as well in her quality of universal usufructuary legatee as in her quality of testamentary executrix of her said husband, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH BRUNET, JUNIOR, carpenter contractor, of the city of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of Montreal; bounded in front by City Hall Avenue, known and designated as subdivision thirteen (13), of lot number seventy-nine (79), of the official plan and book of reference of the village of Saint-Jean-Baptiste—with a house and outbuildings thereon erected, and with right of joint ownership in the walls separating the said house from the one built on subdivision twelve and fourteen (12 and 14) of the said lot number seventy-nine (79), and with right of passage in the lane leading from Cadieux street, in rear of the said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 17th May, 1899. 1930  
[First published, 20th May, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. (B)***District de Montréal.*Montréal, à savoir : } **ELZEAR SIGOUIN ET**  
No 2334. } **JAMES OLIVER**

WATTS, tous deux de la cité et du district de Montréal, et y ayant fait affaires ensemble en société sous la raison sociale de Sigouin et Watts, Demandeurs ; contre les terres et tenements de **JOSEPH HÉNAULT ET MATHIAS HÉNAULT**, tous deux de la cité et du district de Montréal, Georges Hénault et Joseph Hénault, tous deux de Montréal susdit, et faisant affaires ensemble en société comme entrepreneurs, sous la raison sociale de Georges Hénault & Fils, tiers-saisis.

Saisi en la possession des dits tiers-saisis, Joseph Hénault et Mathias Hénault, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement sis et situé dans le quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal ; borné en front par la rue Harmony, composé, connu et désigné comme lot numéro treize cent quinze (1315), et partie du lot treize cent quatorze (1314), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie—et avec les bâtisses dessus construites.

Avis est par le présent donné, que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu le quatrième jour d'août mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, aura lieu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,

Montréal, 17 mai 1899.

[Première publication, 20 mai 1899].

Shérif.

1927-2

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour de Circuit.—District de Montréal.*Montréal, à savoir : } **DAME MARIE ELIZA-**  
No 15437. } **BETH ALBERTINE**

MONGENAIS, de la ville de Longueuil, district de Montréal, épouse séparée de biens de Victor Gingras, commis, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **JOSEPH TOURVILLE**, du village de Sainte Madeleine de Rigaud, district de Montréal, Défendeur :

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Rigaud, où il est situé sous le numéro cinquante-neuf (59), de la contenance d'environ quinze perches en superficie, plus ou moins—avec une maison, boulangerie et autres dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,

Montréal, 16 mai 1899.

[Première publication, 20 mai 1899.]

Shérif.

1863-2

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***District de Montréal.*Montréal, à savoir : } **THE SUN LIFE ASSUR-**  
No 186. } **ANCE COMPANY OF**

CANADA, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal. Demanderesse ; contre les terres et tenements de **GATIEN CHEVRIER**, de la paroisse de Saint-Polycarpe, dans le comté de Soulanges, dit district, Défendeur.

Une terre sise et située en la concession Sainte-Catherine, et faisant front sur le chemin appelé concession Sainte-Catherine, paroisse de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges, district de Montréal, connue et désignée au plan officiel et au livre de renvoi de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, sous le numéro quatre-vingt-neuf (No 89), de la conte-

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. (B)***District of Montreal.*Montreal, to wit : } **ELZEAR SIGOUIN AND**  
No. 2334. } **JAMES OLIVER**

WATTS, both of the city and district of Montreal, and having carried on business there together in partnership under the style and firm of Sigouin & Watts, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **JOSEPH HÉNAULT AND MATHIAS HÉNAULT**, both of the city and district of Montreal, Georges Hénault and Joseph Hénault, both of Montreal aforesaid, and doing business together in partnership as contractors, under the style and firm of Georges Hénault & Fils, garnishees.

Seized in the possession of the said garnishees, Joseph Hénault and Mathias Hénault, the following lot, to wit :

A lot situate and being in Saint Mary's ward, in the city of Montreal ; bounded in front by Harmony street, made up, known and designated as lot number thirteen hundred and fifteen (1315), and part of lot thirteen hundred and fourteen (1314), of the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, which should have taken place on the fourth day of August one thousand eight hundred and ninety-eight, will take place in my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office.

Montreal, 17th May, 1899.

[First published, 20th May, 1899.]

Shérif.

1928

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Circuit Court.—District of Montreal.*Montreal, to wit : } **DAME MARIE ELIZABETH**  
No. 15437. } **ALBERTINE MONGE-**

NAIS, of the town of Longueuil, district of Montreal, wife separated as to property of Victor Gingras, clerk, of the same place, and the latter to authorize his wife, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOSEPH TOURVILLE**, of the village of Sainte Madeleine de Rigaud, district of Montreal, defendant.

A lot known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Rigaud, where it is situated as number fifty-nine (59), containing about fifteen perches in area, more or less—with a house, bakery and other dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, on the TWENTY-THIRD day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office.

Montreal, 16th May, 1899.

[First published, 20th May, 1899.]

Shérif.

1864

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***District of Montreal.*Montreal, to wit : } **THE SUN LIFE ASSUR-**  
No. 186. } **ANCE COMPANY OF**

CANADA, a body politic and corporate duly incorporated and having their head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **GATIEN CHEVRIER**, of the parish of Saint Polycarpe, in the county of Soulanges, said district, Defendant.

A land situate and being in the concession Sainte Catherine, and fronting on the road called Sainte Catherine concession, parish of Saint Polycarpe, county of Soulanges, district of Montreal, known and designated on the official plan and on the book of reference of the said parish of Saint Polycarpe, as number eighty-nine (89), containing one hundred

nance de cent trente-trois arpents et trente-cinq perches de terre en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses y érigées ; sauf et à distraire du dit terrain l'emplacement venu aux commissaires d'école de la dite paroisse de Saint-Polycarpe.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Polycarpe, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 16 mai 1899. 1857-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **MAXIMILIEN LE-  
No. 176. } FEBVRE**, cultivateur, en sa qualité d'administrateur de la succession de feu Pierre Lefebvre, de la paroisse de Saint-Philippe, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédulée marquée "A" annexée au bref en cette cause, étant la propriété de **CYRILLE AUBRY, FILS**, du même lieu, Défendeur, maintenant entre les mains de **Henri L. M. Augé**, comptable, des cité et district de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

Saisie comme appartenant au dit défendeur et maintenant en la possession du dit curateur, dûment nommé au délaissement fait par le dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Philippe, dans le comté de Laprairie, connue et désignée sous le numéro trois cent quarante-six, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe—avec les bâtisses y érigées, et bornée en front par la petite rivière de la Tortue.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Philippe le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 16 mai 1899. 1861-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montréal—Cour de Circuit.*

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN  
No 3149. } AND MORTGAGE  
COMPANY**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau à Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **JOHN BIRMINGHAM**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Gabriel, dans le quartier Saint-Gabriel, dans la cité de Montréal, étant la moitié sud-ouest du lot de terre connu comme lot numéro (2830) deux mille huit cent trente, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, le dit lot maintenant saisi étant borné comme suit : en front par la rue Saint-Patrice, d'un côté vers l'ouest par Patrick McMenamin ou représentants, de l'autre côté par l'autre moitié du dit lot numéro (2830) deux mille huit cent trente, et en arrière par B. Kelly ou représentants, contenant vingt-deux pieds six pouces de largeur sur cent pieds de profondeur. le tout plus ou moins, mesure française—avec les bâtisses sus-érigées et dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 16 mai 1899. 1859-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

and thirty-three arpents and thirty-five perches of land in area, more or less, without warranty of precise measurement— with the buildings thereon erected ; saving and excepting from the said land the lot sold to the school commissioners of the said parish of Saint Polycarpe.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Polycarpe, on the TWENTY-SECOND day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.  
Sheriff's office, Montreal, 16th May, 1899. 1858  
[First published, 23rd May, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montréal, to wit : } **MAXIMILIEN LEFEBVRE,  
No. 176. } farmer**, in his quality of administrator of the estate of the late Pierre Lefebvre, of the parish of Saint-Philippe, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in schedule "A" annexed to the writ in this cause, being the property of **CYRILLE AUBRY, JUNIOR**, of the same place, Defendant, now in the hands of **Henri L. M. Augé**, accountant, of the city and district of Montreal, duly named curator to the surrender made by the said defendant.

Seized as belonging to the said defendant and now in the possession of the said curator, duly named to the surrender made by the said defendant, the following immovable, to wit :

A land situate in the parish of Saint Philippe, in the county of Laprairie, known and designated as number three hundred and forty-six, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Philippe—with the buildings thereon erected, and bounded in front by the little river La Tortue.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Philippe, on the TWENTY-SECOND day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montreal, 16th May, 1899. 1862  
[First published, 20th May, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal—Circuit Court.*

Montréal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN  
No. 3149. } AND MORTGAGE COM-  
PANY**, a body politic and corporate having its head office in Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOHN BIRMINGHAM**, of the city and district of Montreal, Defendant.

A certain lot of ground situate in the parish of Saint Gabriel, in the Saint Gabriel ward, in the city of Montreal, and being the south west half of the lot of ground, known as lot number (2830) two thousand eight hundred and thirty, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, the said lot now seized being bounded as follows : in front by Saint Patrick street, and on one side towards the west by Patrick McMenamin or representatives, and on the other side by the other half of said lot number (2830) two thousand eight hundred and thirty, and in rear by B. Kelly or representatives, and containing twenty-two feet, six inches in width by one hundred feet in depth, the whole more or less, french measure—with the buildings and dependencies thereto belonging thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montreal, 16th May, 1899. 1860  
[First published, 20th May, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)***Cour de Circuit—District d'Iberville.*

Montréal, à savoir : } **EUSEBE NAPOLEON**  
 No 4164. } **CHEVALIER**, médecin,  
 de la ville et du district d'Iberville, Demandeur ;  
 contre les terres et tenements de **DAME PAMELIA**  
**MOSS ALIAS DAME PENNELIA MORSE**, de la  
 cité et du district de Montréal, épouse séparée de  
 biens de J. Pierre Beaudouin, du même lieu, Défendresse.

Saisi comme appartenant à la dite Dame Pamelia Moss *alias* Pennelia Morse, la dite défendresse, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain avec les bâtisses y érigées ; borné en front par la rue Saint-Denis, situé dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, et composé de quatre lots de terre connus et désignés sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelaga, district de Montréal, sous les numéros deux cent quarante-deux et deux cent quarante-trois, de la subdivision du lot originaire numéro cent soixante-deux, et sous les numéros sept et huit, de la subdivision du lot originaire numéro cent soixante et cinq.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu le vingt-troisième jour de septembre (1898), aura lieu en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif.

Shérif.

Montréal, 17 mai 1899.

1925-2

[Première publication, 20 mai 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)***Circuit Court—District of Iberville.*

Montreal, to wit: } **EUSEBE NAPOLEON CHE-**  
 No. 4164. } **VALIER**, physician, of the  
 town and district of Iberville, Plaintiff; against the  
 lands and tenements of **DAME PAMELIA MOSS**  
**ALIAS DAME PENNELIA MORSE**, of the city and  
 district of Montreal, wife separated as to property  
 of J. Pierre Beaudouin, of the same place, De-  
 fendant.

Seized as belonging to the said Dame Pamelia Moss *alias* Pennelia Morse, the said defendant, the following immovable, to wit :

A lot of land with the buildings thereon erected ; bounded in front by Saint Denis street, situate in Saint Denis ward, of the city of Montreal, and consisting of four lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga, district of Montreal, under the numbers two hundred and forty-two and two hundred and forty-three, of the subdivision of the original lot number one hundred and sixty-two, and under the numbers seven and eight, of the subdivision of the original lot number one hundred and sixty-five.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, which should have taken place on the twenty-third day of September last (1898), will take place in my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sherif's office,

Sheriff.

Montreal, 17th May, 1899.

1926

[First published, 20th May, 1899.]

**Ventes par le Shérif—Ottawa**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **ARISTIDE M. LAPIERRE**,  
 No 82. } **A** bourgeois, de la ville de  
 Buckingham, dit district, Demandeur ; contre les  
 terres et tenements de **PROSPERE CORNEAU**  
**ALIAS RENAUD**, du canton de Buckingham, dit  
 district, Défendeur, à savoir :

Tout ce terrain situé dans la paroisse de l'Ange Gardien, dans le canton de Buckingham, district d'Ottawa, et désigné et connu d'après les plan et livre de renvois officiels comme étant le lot numéro douze A (No 12A), dans le troisième rang de l'Ange Gardien susdit, et borné comme suit : au nord par le lot numéro douze A (No 12A), du quatrième rang, au sud par le lot numéro douze D (No 12D), à l'est par le lot numéro douze B (No 12B), et à l'ouest par le lot numéro treize A (No 13A), dans le dit troisième rang de l'Ange Gardien, dans le township de Buckingham, contenant cinquante acres, plus ou moins, en superficie—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Ange Gardien, dit district d'Ottawa, **MARDI**, le ONZIEME jour du mois de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

COUTLEE &amp; WRIGHT.

Bureau du Shérif,

Shérif.

Hull, 7 juin 1899.

2203

[Première publication, 10 juin 1899.]

**Sheriff's Sales—Ottawa**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit: } **ARISTIDE M. LAPIERRE**,  
 No. 82. } **A** bourgeois, of the town of  
 Buckingham, said district, Plaintiff; against the  
 lands and tenements of **PROSPERE CORNEAU**  
**ALIAS RENAUD**, of the township of Buckingham,  
 said district, Defendant, to wit :

All that certain land situate in the parish of l'Ange Gardien, in the township of Buckingham, district of Ottawa, and known and designated according to the official plan and book of reference as being lot number twelve A (No. 12A), in the third range of l'Ange Gardien aforesaid, and bounded as follows: to the north by lot number twelve A (No. 12A), of the fourth range, to the south by lot number twelve D (No. 12D), to the east by lot number twelve B (No. 12B), and to the west by lot number thirteen A (No. 13A), in the said third range of l'Ange Gardien, in the said township of Buckingham, containing fifty acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of l'Ange Gardien, said district of Ottawa, on **TUESDAY**, the **ELEVENTH** day of **JULY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

COUTLEE &amp; WRIGHT,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Hull, 7th June, 1899.

2204

[First published, 10th June, 1899.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **ALFRED MARCHILDON**,  
No 258. } **avocat**, de la cité des Trois-Rivières ; contre **DAME PHILOMENE ALIAS MARIE BRUNELLE**, veuve de feu Gédéon Lafleur, de la paroisse de Saint-Jean-Deschaillons, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Gédéon Lafleur, à savoir :

Le No 9 (neuf), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Deschaillons, étant un lopin de terre situé au premier rang—avec les maisons dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-Deschaillons, le **ONZIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Député Shérif.  
2191Bureau du Shérif,  
Québec, 8 juin 1899.

[Première publication, 10 juin 1899.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **JEAN ALFRED CHARLE-**  
No 2102. } **BOIS**, notaire public, et **VILDEBON WENCESLAS LARUE**, notaire public, tous deux de la cité de Québec, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Dame Zoé Aubert de Gaspé, en son vivant de Québec, épouse de feu l'honorable Charles Alleyn, en son vivant de Québec, shérif ; contre **JOHN LAIRD**, agent, et **HAROLD KENNEDY**, marchand, tous deux de la cité de Québec, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu l'honorable George Irvine, en son vivant de la cité de Québec, avocat, à savoir :

Le lot No 2591 (deux mille cinq cent quatre-vingt-onze), du cadastre officiel du quartier Saint-Louis de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Saint-Louis—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le **TRENTIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,  
Québec, 23 mai 1899.Shérif.  
2039 2

[Première publication, 27 mai 1899.]

## Ventes par le Shérif—Richelieu

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure du district de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **LA CITE DE SOREL**, corps  
No 4195. } **politique** et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Demanderesse ; contre **LEONARD GEORGES JAMES FOSBROOKE**, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Georges en bas ou rang du chenal du Moine, étant le lot numéro six (No 6), du cadastre officiel de la ville de Sorel—avec les bâtisses dessus érigées.

## Sheriff's Sales—Quebec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **ALFRED MARCHILDON**,  
No. 258. } **Advocate**, of the city of Three Rivers ; against **DAME PHILOMENE ALIAS MARIE BRUNELLE**, widow of the late Gédéon Lafleur, of the parish of Saint Jean Deschaillons, as well personally as in her quality of tutrix to the minor children issued of her marriage with the said Gédéon Lafleur, to wit :

Lot No. 9 (ninef), of the official cadastre of the parish of Saint Jean Deschaillons, being a lot of land situate on the first range—with house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean Deschaillons, the **ELEVENTH** day of **JULY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ according to law.

J. B. AMYOT,

Deputy Sheriff.  
2192Sheriff's Office,  
Quebec, 8th June, 1899.

[First published, 10th June, 1899.]

## FIERI FACIAS

Quebec, to wit : } **JEAN ALFRED CHARLE-**  
No. 2102. } **BOIS**, notary public, and **VILDEBON WENCESLAS LARUE**, notary public, both of the city of Quebec, in their quality of testamentary executors of the late Dame Zoé Aubert de Gaspé, in her lifetime of Quebec, wife of the late Honorable Charles Alleyn, in his lifetime of Quebec, sheriff ; against **JOHN LAIRD**, agent, and **HAROLD KENNEDY**, merchant, both of the city of Quebec, in their quality of testamentary executors of the late Honorable George Irvine, his lifetime of the city of Quebec, advocate, to wit :

Lot No. 2591 (two thousand five hundred and ninety-one), of the official cadastre of Saint Louis ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint Louis street—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the **THIRTIETH** day of **JUNE** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff Office,  
Quebec, 25th May, 1899.Sheriff.  
2040

[First published, 27th May, 1899.]

## Sheriff's Sales—Richelieu

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

*Superior Court of the district of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **THE CITY OF SOREL**, a body  
No. 4195. } **politic** and corporate, having its principal business office in the city of Sorel, in the district of Richelieu, Plaintiff ; against **LEONARD GEORGES JAMES FOSBROOKE**, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, Defendant.

A piece of land situate in the city of Sorel, on lower George street or range of the Chenal du Moine, being lot number six (6), of the official cadastre of the town of Sorel—with buildings thereon erected.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus désigné, saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le vingt-deuxième jour du mois de décembre dernier, à dix heures de l'avant-midi, aura lieu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 17 mai 1899. 1902-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **DAME EMELIE HAMEL**,  
No 4230 } de la paroisse de Saint-Elphège, dans le district de Richelieu, v uve de feu Napoléon Hamel, en son vivant cultivateur, du même lieu, Demanderesse ; contre la succession de feu NAPOLEON HAMEL, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Saint-Elphège, dans le district de Richelieu, et décédé là depuis moins de six mois, Défenderesse.

1° Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Elphège, en la troisième concession, de deux arpents et deux perches de largeur sur douze arpents de profondeur, plus ou moins, tenant d'un bout à Dame veuve Louis Manseault, de l'autre bout aux terres de la quatrième concession, d'un côté à la route de la Grande Ligne, et de l'autre côté à Israël Caya et Urgel Farly, laquelle portion de terre est décrite au cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de Saint-Antoine de la Baie du Febvre, comme étant partie du lot numéro neuf cent trente-neuf (pt. No 939).

2° Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Elphège, en la quatrième concession, d'un arpent de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, et de là, prenant deux perches de largeur sur deux arpents de profondeur, plus ou moins ; tenant d'un bout à la troisième concession, de l'autre bout à la concession des Dix Arpents, d'un côté à William Parent et Urgel Farly, et de l'autre côté à la Grande Ligne et à Amable Lupien—avec bâtiments dessus construits ; laquelle portion de terre est décrite au dit cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de Saint-Antoine de la Baie du Febvre, comme étant partie du lot numéro neuf cent trente-neuf (pt. No 939), tout le lot numéro neuf cent quarante (No 940) et partie du lot numéro neuf cent quarante et un (pt. No 941).

A distraire, cependant, de la dite portion de terre les deux emplacements ci-après désignés, savoir :

1° Un emplacement appartenant à Dame Céline Désy, épouse de Pierre Cardin, géolier, de la cité de Sorel, de la contenance d'un arpent de largeur sur trois quarts d'arpent de profondeur, le tout plus ou moins ; tenant devant au nord-ouest au chemin de front de la concession Du Coteau, derrière et du côté sud-ouest aux représentants du dit feu Napoléon Hamel, et du côté nord-est à Urgel Farly, lequel emplacement fait partie du lot numéro neuf cent quarante et un (pt. No 941).

2° Un autre emplacement appartenant à Léopold Henri Hamel, commerçant, de la paroisse de Saint-Elphège, de la contenance d'un arpent en superficie, le tout plus ou moins ; tenant vers le sud-est au chemin de front de la concession Du Coteau, vers le nord-ouest aux représentants du dit feu Napoléon Hamel, vers le nord-est à William Parent, et vers le sud-ouest à la route de la Grande Ligne, lequel emplacement fait partie du susdit lot numéro neuf cent quarante (No 940).

3° Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Elphège, en la concession des Dix Arpents, et en la concession de Pie-Oui, de deux arpents et deux perches de largeur sur dix arpents de profondeur, et prenant de là, deux arpents de largeur sur

Notice is hereby given that the sale of the immoveable hereinabove described, seized in the present cause, which should have taken place in the office of the sheriff of the district of Richelieu, in the court house, in the city of Sorel, on the twenty-second day of the month of December last, at ten o'clock in the forenoon, will take place in the office of the sheriff of the district of Richelieu, in the court house, in the city of Sorel, on the TWENTY-SECOND day of the month of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 17th May, 1899. 1904  
[First published, 20th May, 1899.]

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court.—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **DAME EMELIE HAMEL**, of  
No 4230. } the parish of Saint-Elphège, in the district of Richelieu, widow of the late Napoléon Hamel, in his lifetime farmer, of the same place, Plaintiff ; against the estate of the late NAPOLEON HAMEL, in his lifetime farmer, of the parish of Saint-Elphège, in the district of Richelieu, and deceased there since less than six months, Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Saint-Elphège, in the third concession, of two arpents and two perches in width by twelve arpents in depth, more or less ; bounded at one end by Mrs. widow Louis Manseault, at the other end by the lands of the fourth concession, on one side by the by-road (route) of the Grande Ligne, and on the other side by Israël Caya and Urgel Farly, which piece of land is described on the official registration cadastre for the parish of Saint-Antoine de la Baie du Febvre, as being part of lot number nine hundred and thirty-nine (pt. No. 939).

2. A piece of land situate in the parish of Saint-Elphège, in the fourth concession, of one arpent in width by twenty-eight arpents in depth, and from thence having two perches in width by two arpents in depth, more or less ; bounded at one end by the third concession, at the other end by the concession of Dix Arpents, on one side by William Parent and by Urgel Farly, and on the other side by the by-road (route) of the Grande Ligne and by Amable Lupien—with buildings thereon erected ; which piece of land is described on the said official registration cadastre for the parish of Saint-Antoine de la Baie du Febvre, as being part of lot number nine hundred and thirty-nine (part No. 939), the whole of lot number nine hundred and forty (940) and part of lot number nine hundred and forty-one (part No. 941).

Reserving, however, from the said piece of land the two lots hereinafter described, to wit :

1. A lot belonging to Dame Céline Désy, wife of Pierre Cardin, jailer, of the city of Sorel, containing one arpent in width by three quarters of an arpent in depth, the whole more or less ; bounded in front to the north west by the front road of the concession Du Coteau, in rear and on the south west by the representatives of the said late Napoléon Hamel, and on the north east side by Urgel Farly, which lot form part of lot number nine hundred and forty-one (pt. No. 941).

2. Another lot belonging to Leopold Henri Hamel, trader, of the parish of Saint-Elphège, containing one arpent in area, the whole more or less ; bounded on the south east by the front road of the concession Du Coteau, on the north west by the representatives of the said late Napoleon Hamel, on the north east by William Parent, and on the south west by the by-road (route) of the Grande Ligne, which lot forms part of the said lot number nine hundred and forty (pt. No. 940).

3. A piece of land situate in the parish of Saint-Elphège, in the concession of the Dix Arpents, and in the concession Pie-Oui, of two arpents and two perches in width by ten arpents in depth, and from thence, having two arpents in width by twenty

vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins, laquelle portion de terre est décrite au cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, sous le lot numéro cinq cent sept (No 507).

La partie du lot numéro neuf cent trente-neuf (pt. No. 939) et le lot numéro neuf cent quarante (No. 940), ci-dessus mentionnés seront vendus à la charge d'une rente annuelle de cinquante dollars constituée en faveur du Révérend Léopold Honoré Comeau, prêtre, payable en vertu du titre sacerdotal de ce dernier, reçu devant P. E. Robillard, notaire, le 23 mai 1892, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté d'Yamaska, sous le No. 32790 de la transcription, pour la garantie du paiement de laquelle rente il y a hypothèque sur partie du lot No. 939 et sur le lot No. 940 jusqu'à concurrence de mille dollars.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Elphège, le VINGT ET UNIÈME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif,  
Sorel, 16 mai 1899.

Shérif.  
1907-2

[Première publication, 20 mai 1899.]

arpents in depth, the whole more or less, which piece of land is described on the official registration cadastre of the parish of Saint Zéphirin de Courval, as lot number five hundred and seven (No. 507).

The part of lot number nine hundred and thirty-nine (No. 939) and lot number nine hundred and forty No. 940), hereinabove mentioned, will be sold subject to the charge of an annual rent of fifty dollars created in favor of the reverend Leopold Honoré Comeau, priest, payable in virtue of his priestly quality, passed before P. E. Robillard, notary, on the 23rd of May, 1892, and registered in the registry office of the county of Yamaska, under No. 32790 of the registration at length, for the guarantee of the payment of which rent there is a mortgage on part of lot No. 939 and on lot No. 940 for a sum of one thousand dollars.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Elphege, on the TWENTY-FIRST day of the month of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office,  
Sorel, 16th May, 1899.

Sheriff.  
1908

[First published, 20th May, 1899.]

### Ventes par le Shérif—Rimouski

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Rimouski. } **D**AME ANGELOUQUE MICHAUD, épouse séparée de biens d'Alfred Caron, de la paroisse communément appelée Saint-Gabriel, dans le comté de Rimouski, cultivateur, et le dit Alfred Caron, pour assister et autoriser sa dite épouse, Demanderesse; contre DAME MARIE DUBÉ, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Louis Philippe Pelletier, cultivateur, de la paroisse de Saint-Octave de Métis, et le dit Louis Philippe Pelletier, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, le dit Louis Philippe Pelletier et la dite Marie Dubé, tant personnellement que comme tuteurs-conjoints à Marie Marguerite Alphonsine Michaud, enfant mineur né du mariage de la dite Marie Dubé et de feu Joseph Michaud, et autres Défendeurs.

Saisi sur les dits Louis Philippe Pelletier et Marie Dubé en leur qualité de tuteurs-conjoints à la dite mineur, Marie Marguerite Alphonsine Michaud, savoir :

1° La nue propriété de la moitié indivise d'une terre située au rang A, du canton Cabot, de deux arpents et cinq perches de front sur trente arpents de profondeur, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Octave de Métis, étant le lot No 14 A, et partie ouest du numéro quinze (No 14 A et P. O. 15).

2° La nue propriété de la moitié indivise d'une autre terre sise et située au Grand Remou, dans la dite paroisse de St-Octave de Métis, en la seigneurie Lepage et Thivierge, d'environ vingt-cinq arpents en superficie, étant le résidu; bornée d'un côté à Paul Michaud, à aller au chemin public, de l'autre côté à André Bérubé, à l'ouest à la Rivière Métis, et de l'autre côté à Alfred Michaud—sans bâtisse, et cette partie de terre ou résidu étant connue et désignée au plan cadastral pour la dite et même paroisse comme faisant partie du numéro ou lot numéro un.

### Sheriff's Sales—Rimouski

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province de Québec, District de Rimouski. } **D**AME ANGELOUQUE MICHAUD, wife separated as to property of Alfred Caron, in the parish commonly called Saint Gabriel, in the county of Rimouski, farmer, and the said Alfred Caron, to assist and authorize his said wife, Plaintiff; against DAME MARIE DUBÉ, wife separated as to property by marriage contract of Louis Philippe Pelletier, farmer, of the parish of Saint Octave de Métis, and the said Louis Philippe Pelletier, as well personally as a party hereunto to assist and authorize his said wife, and the said Louis Philippe Pelletier and the said Marie Dubé, as well personally as in their quality of joint tutors to Marie Marguerite Alphonsine Michaud, a minor child issue of the marriage of the said Marie Dubé and of the late Joseph Michaud, and others defendants.

Seized on the said Louis Philippe Pelletier and Marie Dubé, in their quality of joint tutors to the said minor Marie Marguerite Alphonsine Michaud, to wit :

1. The sole ownership (*nue propriété*) of the undivided half of a land situate in the range A, of the township Cabot, of two arpents and five perches in front by thirty arpents in depth, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Saint Octave de Métis, as lot No. 14 A, and the west part of number fifteen (No. 14 A and W. P. No. 15).

2. The sole ownership (*nue propriété*) of the undivided half of another land situate and being at the Grand Remou, in the said parish of Saint Octave de Métis, in the seigniorie Lepage and Thivierge, of about twenty-five arpents in area, being the residue; bounded on one side by Paul Michaud, going to the public road, on the other side by André Bérubé, on the west by the river Métis, and on the other side by Alfred Michaud—without any buildings, and this piece of land or residue being known and designated on the cadastral plan for the said and same parish as forming part of lot number one.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Octave de Métis, le DOUZIEME jour de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALF. MARTIN,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Rimouski, 25 mai 1899. 2151  
[Première publication, 10 juin 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure*

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No 2481. } **DAME MARIE DUBÉ,** épouse séparée quand aux biens de Louis Philippe Pelletier, cultivateur, par contrat de mariage, et le dit Louis Philippe Pelletier, de la paroisse de Saint-Octave de Métis, mis en cause pour assister et autoriser sa dite épouse à ester en justice, tous deux du même lieu, Demanderesse; contre **JEAN BAPTISTE MICHAUD** et **ALFRED MICHAUD**, tous deux cultivateurs, du même lieu, Défendeurs, et les dits Défendeurs saisissants contre la dite Demanderesse pour leurs frais de défense à l'action, savoir :

1° Les treize vingt-deuxième de l'usufruit d'une terre située au rang A, du canton Cabot, de deux arpents et cinq perches de front sur trente arpents de profondeur, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Octave de Métis, sous le lot numéro 14 A, et partie ouest du numéro quinze (No 14 A, et P. O. No 15).

2° Les treize vingt-deuxième de l'usufruit d'une autre terre sise et située au Grand Remou, dans la dite paroisse de Saint-Octave de Métis, en la seigneurie Lepage et Thivierge, d'environ vingt-cinq arpents en superficie, étant le résidu; bornée d'un côté à Paul Michaud, à aller au chemin public, de l'autre côté à André Bérubé, à l'ouest à la Rivière Métis, et de l'autre côté à Alfred Michaud—sans bâtisse, et cette partie de terre ou résidu étant connu et désigné au plan cadastral pour la dite et même paroisse comme faisant partie du numéro ou lot numéro un.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Octave de Métis, le DOUZIEME jour de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALF. MARTIN,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Rimouski, 25 mai 1899. 2153  
[Première publication, 10 juin 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 2504. } **JOSEPH LABRIE,** meunier, de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, et **NAPOLEON BERNIER,** de la ville de Saint-Germain de Rimouski, avocat, district de Rimouski, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires conjoints de feu Dame Marguerite Labrie, en son vivant de la ville de Saint-Germain de Rimouski, veuve de feu Victor Leclerc, en vertu du testament de la dite Dame Marguerite Labrie, devant J. V. Gagnon, notaire, en date du 16 janvier 1899, et enregistré le 23 du même mois, Demandeurs; contre **ELZEAR BERNARD,** de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, district de Rimouski, Défendeur, savoir :

1° Une terre située au deuxième rang de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, de deux arpents de front sur quarante de profondeur, étant les numéros deux cent quatre-vingt-neuf et deux cent quatre-vingt-dix (289 et 290), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Germain de Rimouski—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Un terrain situé au même endroit, contenant deux arpents de front sur vingt-six de profondeur, étant le numéro deux cent quatre-vingt-sept (287),

To be sold at the church door of the parish of Saint Octave de Métis, on the TWELFTH day of JULY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALFRED MARTIN,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Rimouski, 25th May, 1899. 2152  
[First published, 10th June, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Canada, Province of Québec, District of Rimouski, No. 2481. } **DAME MARIE DUBÉ,** wife separated as to property by marriage contract of Louis Philippe Pelletier, farmer, of the parish of Saint Octave de Métis, and the said Louis Philippe Pelletier, of the parish of Saint Octave de Métis, a party hereunto to assist and authorize his said wife to sue, both of the same place, Plaintiff; against **JEAN BAPTISTE MICHAUD** and **ALFRED MICHAUD**, both farmers, of the same place, Defendants, and the said defendants seizing against the plaintiff for costs of defence to the suit, to wit :

1. The thirteen twenty-secondths of the usufruct of a land situate in the range A, of the township Cabot, of two arpents and five perches in front by thirty arpents in depth, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Saint Octave de Métis, as lot number 14 A, and the west part of number fifteen (No. 14 A and W. P. No. 15.)

2. The thirteen twenty-secondths of the usufruct of another land situate and being at the Grand Remou, in the said parish of Saint Octave de Métis, in the seigniorie Lepage and Thivierge, of about twenty-five arpents in area, being the residue; bounded on one side by Paul Michaud, going to the public road, on the other side by André Bérubé, on the west by the river Métis, and on the other side by Alfred Michaud—without any buildings, and this piece of land or residue being known and designated on the cadastral plan for the said and same parish as forming part of lot number one.

To be sold at the church door of the parish of Saint Octave de Métis, on the TWELFTH day of JULY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALFRED MARTIN,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Rimouski, 25th May, 1899.  
[First published, 10th June, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Canada, Province of Québec, District of Rimouski, No. 2504. } **JOSEPH LABRIE,** of the parish of Saint Germain de Rimouski, miller, and **NAPOLEON BERNIER,** of the town of Saint Germain de Rimouski, advocate, district of Rimouski, in their quality of testamentary executors of the late Dame Marguerite Labrie, in her lifetime of the town of Saint Germain de Rimouski, widow of the late Victor Leclerc, in virtue of a will of the said Dame Marguerite Labrie, before J. V. Gagnon, notary, dated the 16th of January, 1899, and registered on the 23rd of the same month, Plaintiffs; against **ELZEAR BERNARD,** of the parish of Saint Germain de Rimouski, district of Rimouski, Defendant, to wit :

1. A land situate in the second range of the parish of Saint Germain de Rimouski, of two arpents in front by forty in depth, being number two hundred and eighty-nine and two hundred and ninety (289 and 290), of the cadastre of the said parish of Saint Germain de Rimouski—with buildings, circumstances and dependencies.

2. A land situate at the same place, containing two arpents in front by twenty-six in depth, being number two hundred and eighty-seven (287), of the

du cadastre de la dite paroisse de Saint-Germain de Rimouski—avec bâtieses sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, le TREIZIEME jour de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALF. MARTIN,  
Député Shérif.  
Bureau du Shérif,  
Rimouski, 7 juin 1899. 2209  
[Première publication, 10 juin 1899.]

cadastre of the said parish of Saint Germain de Rimouski—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Germain de Rimouski, on the THIRTEENTH day of JULY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALF. MARTIN,  
Deputy Sheriff.  
Sheriff's Office,  
Rimouski, 7th June, 1899. 2210  
[First published, 10th June, 1899.]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **J**OSEPH PARÉ, de  
No 74. } la cité de Sherbrooke,  
dans le district de Saint-François, cultivateur, Demandeur ; contre les terres et tenements de CALIXTE MENIN dit CHAMPAGNE, ci-devant du canton de Stoke, et maintenant absent de la province de Québec, et résidant aux Etats-Unis d'Amérique, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Stoke, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant les soixante et dix-sept acres sud-est du lot numéro huit, dans le premier rang du dit canton de Stoke ; borné d'un bout par la rivière Saint-François, et à l'autre bout par les terres du deuxième rang, d'un côté par la terre de Damase Bourassa, et de l'autre côté, partie par un terrain appartenant à Théodore Chevallier, et partie par la terre de Modeste Dubois—avec les bâtieses dessus construites et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Praxède de Brompton, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,  
Shérif.  
Bureau du Shérif,  
Sherbrooke, 7 juin 1899. 2177  
[Première publication, 10 juin 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **D**AME MARY ELIZABETH KYLE,  
No 60. }  
du canton de Orford, dans le district de Saint-François, veuve de feu William Addie, en son vivant de Orford susdit, cultivateur, maintenant décédé, et GEORGE ADDIE, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, arpenteur-provincial, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires conjoint de dit feu William Addie, Demandeurs ; contre les terres et tenements de GEORGE SEVERANCE, du village de Lennoxville, dans le district de Saint-François ; CHARLES SEVERANCE, de Saint-Johnsbury, dans l'Etat du Vermont, un des Etats-Unis d'Amérique ; PROCTOR SEVERANCE, de Lunenburg, dans l'Etat du Vermont ; ISABELLA SEVERANCE, épouse de Watson Byrd, de Amherst, dans l'Etat de New Hampshire, un des Etats-Unis d'Amérique, dûment autorisée à ester en justice par son dit mari, et le dit Watson Byrd, dans le but de telle autorisation, Défendeurs, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le village de Lennoxville, dans le district de Saint-François, connu comme étant toute cette partie du lot numéro cent soixante et trois (No 163), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit village

### Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **J**OSEPH PARÉ, of the  
No. 74. } city of Sherbrooke, in  
the district of Saint Francis, farmer, Plaintiff ;  
against the lands and tenements of CALIXTE  
MENIN dit CHAMPAGNE, formerly of the  
township of Stoke, and now absent from the province  
of Quebec, and residing in the United States of  
America, Defendant, to wit :

A piece of land situate in the township of Stoke, in the district of Saint Francis, known and designated as being the south east seventy seven acres of lot number eight, in the first range of the said township of Stoke ; bounded at one end by the river Saint Francis, at the other end by the lands of the second range, on one side by the land of Damase Bourassa, and on the other side partly by a lot belonging to Théodore Chevallier, and partly by the land of Modeste Dubois—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Praxède de Brompton, on the ELEVENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,  
Sheriff.  
Sheriff's Office,  
Sherbrooke, 7th June, 1899. 2178  
[First published, 10th June, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **D**AME MARY ELIZABETH KYLE,  
No. 60. }  
the township of Orford, in the district of Saint Francis,  
widow of the late William Addie, in his lifetime of  
Orford aforesaid, farmer, now deceased, and  
GEORGE ADDIE, of the city of Sherbrooke, in  
the district of Saint Francis, provincial land surveyor,  
in their quality as joint testamentary executors  
of the said late William Addie, Plaintiffs ;  
against the lands and tenements of GEORGE  
SEVERANCE, of the village of Lennoxville, in the  
district of Saint Francis ; CHARLES SEVERANCE,  
of Saint Johnsbury, in the State of Vermont,  
one of the United States of America ;  
PROCTOR SEVERANCE, of Lunenburg, in said  
state of Vermont ; ISABELLA SEVERANCE,  
wife of Watson Byrd, of Amherst, in the State of  
New Hampshire, one of the United States of America,  
by her said husband duly authorized to ester  
in justice, and the said Watson Byrd, for the purposes  
of such authorization, Defendants, to wit :

A piece of land situate in the village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, known as being all that part of lot number one hundred and sixty-three (No. 163), on the official cadastral plan and book of reference for the said village of Len-

de Lennoxville, contenant deux acres et quatre dixièmes, et décrit dans le procès-verbal d'arpentage d'icelui fait par James Addie, arpenteur-provincial, le trentième jour de mai dix-huit cent quatre-vingt-neuf, comme suit, à savoir : commençant au poteau du coin sud-est d'une partie du dit lot ci-devant arpenté et borné par le dit James Addie, par procès-verbal en date du 6e jour de mai 1879, et maintenant occupé par Charles Carter ; de là, le long de la ligne est de la terre du dit Carter magnétiquement nord, treize degrés et quinze minutes est, cinq chaînes et quatre-vingt-quatre chaînons jusqu'au coin nord-est de la terre du dit Carter ; de là, le long du côté sud du chemin, sud, quatre-vingt-deux degrés et trente minutes est, trois chaînes et quatre-vingt-neuf chaînons, où un poteau de cèdre carré et pierre ont été plantés avec faïence ; de là, sud, huit degrés et trente minutes ouest, cinq chaînes et soixante dix-sept chaînons, où une borne semblable a été placée ; de là, nord, quatre-vingt-trois degrés et quarante minutes ouest, quatre chaînes et quarante-cinq chaînons jusqu'au point de départ—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de Lennoxville, dans le village de Lennoxville, le DOUZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 6 juin 1899. 2175  
[Première publication, 10 juin 1899.]

noxville, containing two acres and four tenths of an acre, and described in the *procès-verbal* of survey thereof made by James Addie, provincial land surveyor, on the thirtieth of May, eighteen hundred and eighty nine, as follows, to wit: beginning at the south east corner post of a part of said lot formerly surveyed and bounded by the said James Addie, by *procès-verbal* dated 6th May, 1879, and now occupied by Charles Carter ; thence, along the east line of said Carter's land magnetically north, thirteen degrees and fifteen minutes east, five chains and eighty-four links to the north east corner of said Carter's land ; thence, along the south side of the road, south, eighty-two degrees and thirty minutes east, three chains and eighty-nine links, where a square cedar post and stone were planted with delf ; thence, south, eight degrees and thirty minutes west, five chains and seventy-seven links, where a similar boundary was planted ; thence, north, eighty-three degrees and forty minutes west, four chains and forty-five links to the place of beginning—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine of Lennoxville, in the village of Lennoxville, on the TWELFTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 6th June, 1899. 2176  
[First published, 10th June, 1899.]

### Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit pour le comté d'Argenteuil.*

District de Terrebonne, Ste-Scholastique, à savoir : } THOMAS OWENS  
ET AL., Deman-  
No. 1565. } deurs ; vs. PAUL  
LEVEILLE, Défendeur, savoir :

Un lot de terre situé dans le township de Chatham, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, ci-devant connu comme étant le quartier ouest du lot numéro vingt (20), à présent connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit township de Chatham, sous le numéro six cent vingt-deux (622) — avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Saint-Philippe, dit district, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Sainte-Scholastique, 6 juin 1899. Shérif. 2171  
[Première publication, 10 juin 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.*

District de Montréal, Ste-Scholastique, à savoir : } AME CHRISTINE  
BARRETTE, De-  
No. 3736. } manderesse ; vs. GAS-  
PARD ROBILLARD ES-QUALITÉ, Défendeur ; sa-  
voir :

Un emplacement situé en la ville de Terrebonne, dit district de Terrebonne, à l'encoignure nord-est des rues Saint-André et Saint-Pierre, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels comme faisant partie du numéro cent quatre-vingt-seize (196), pour la ville de Terrebonne, dit district, de la contenance de quarante-cinq pieds de largeur sur la rue Saint-André, sur cinquante pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; borné en front à l'ouest par la rue Saint-André, au sud par la rue Saint-Pierre,

### Sheriff's Sales—Terrebonne

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court for the county of Argenteuil.*

District of Terrebonne, Ste-Scholastique, to wit : } THOMAS OWENS  
ET AL., Plaintiffs ;  
No. 1565. } vs. PAUL LEVEILLE,  
Defendant, to wit :

A lot of land situate in the township of Chatham, county of Argenteuil, district of Terrebonne, formerly known as being the west quarter of lot number twenty (20), now known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Chatham, as number six hundred and twenty-two (622) — with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the village of Saint Philippe, said district, on the ELEVENTH day of JULY next, at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sainte-Scholastique, 6th June, 1899. Shérif. 2172  
[First published, 10th June, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.*

District of Montreal, Ste-Scholastique, to wit : } AME CHRISTINE  
BARRETTE, Plain-  
No. 3736. } tiff ; vs. GASPARD  
ROBILLARD ES-QUALITÉ, Defendant, to wit :

A lot situate in the town of Terrebonne, said district of Terrebonne, on the north east corner of Saint Andrew and Saint Peter streets, known and designated on the official plan and book of reference as forming part of number one hundred and ninety-six (196), for the town of Terrebonne, said district, containing forty-five feet in width on Saint Andrew street, by fifty feet in depth, the whole more or less ; bounded in front to the west by Saint Andrew street, on the south by Saint Peter street, on the

à l'est par le No. 197, et au nord par le résidu du No. 196, et appartenant à Maximilien Contant—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la ville de Terrebonne, le VINGT-UNIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 16 mai 1899. 1901-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } IRENEE R. LAMBERT, Demandeur ;  
No. 335. } vs. AUGUSTIN E. JUNEAU, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Ursule, dans la concession Philibert, contenant environ soixante arpents en superficie, connue et désignée sous le numéro soixante et quatre (64), du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Sainte-Ursule—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Ursule, le VINGT ET UNIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 17 mai 1899. 1911-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } FRANCOIS-XAVIER DESCOTEAU, Demandeur ;  
No 1016. } vs. MAXIME PLANTE, Défendeur.

Un certain lot de terre situé dans le village incorporé de Grand'Mère, formant partie du lot officiel numéro quatre-vingt-treize, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, dans le comté de Saint-Maurice, connu et désigné au plan de subdivision du dit lot officiel fait par J. P. B. Casgrain, arpenteur provincial, et dûment enregistré comme étant la subdivision numéro trente et un (93-31), contenant soixante pieds de largeur sur cent trente pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné en front par le chemin public, en arrière par une ruelle, d'un côté au sud-ouest par la subdivision numéro trente du dit lot officiel, et de l'autre côté au nord-est par la rue Jarves, avec le droit de passage mitoyen dans la dite ruelle, étant la subdivision numéro trente-deux (93-32), du dit lot officiel à perpétuité—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 17 mai 1899. 1909-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } DAME ELODIE LAFRANCE, de  
No 1131. } la paroisse de Saint-Tite, marchande publique, épouse séparée de biens de Simon Hilaire Frigon, du même lieu, et y faisant affaires comme telle sous

east by No. 197, and on the north by the residue of No. 196, and belonging to Maximilien Contant—with buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the town of Terrebonne, on the TWENTY-FIRST day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sainte Scholastique, 16th May, 1899. 1902  
[First published, 20th May, 1899.]

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } IRENEE R. LAMBERT, Plaintiff ; vs. AUGUSTIN E. JUNEAU, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Ursule, in the Philibert concession, containing about sixty arpents in area, known and designated as number sixty-four (64), on the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Sainte Ursule—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Ursule, on the TWENTY-FIRST day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 17th May, 1899. 1912  
[First published, 20th May, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } FRANCOIS XAVIER DESCOTEAU, Plaintiff ; vs. MAXIME PLANTE, Defendant.

A certain lot of land situated in the incorporated village of Grand'Mère, forming part of the official lot number ninety-three, on the official plan and book of the parish of Sainte Flore, in the county of Saint Maurice, known and designated on the subdivision plan of the said official lot made by J. P. B. Casgrain, provincial land surveyor, and duly registered as being the subdivision thirty-one (93-31), containing sixty feet in width by one hundred and thirty in depth, english measure ; bounded in front by the public road, in rear by a lane, on one side to the south west by subdivision number thirty of the said official lot, and on the other side on the north east by Jarves street, with the right of way in common in the said lane, being subdivision number thirty-two (93-32), of the said official lot for ever—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Flore, on the TWENTY-SECOND day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 17th May, 1899. 1910  
[First published, 20 May, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } DAME ELODIE LAFRANCE, of the parish of Saint Tite, public trader, wife separated as to property of Simon Hilaire Frigon, of the same place, and doing business there as such under the

les nom et raison de "S. H. Frigon & Co." Demanderesse; contre GEDEON PERRON, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Tite, dans le rang du Ruisseau Bourdais, de trois arpents de front sur vingt-quatre arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Tite, sous le numéro deux cent cinquante quatre (254)—avec une grange dessus construite.

2° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Tite, dans le rang du Ruisseau Bourdais, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro trois cent neuf (309), contenant environ soixante et quinze perches en superficie.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 17 mai 1899. 1919-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit pour le comté de Maskinongé—District des Trois-Rivières*

Trois-Rivières, à savoir : } FRANCOIS XAVIER DESJARAIS, Demandeur; contre ALPHONSE LESSARD, Défendeur.

1° Une portion de terre située en la paroisse de Sainte-Ursule, concession Saint-Louis, connue sous le numéro cinq cent quatre (504), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Sainte-Ursule—circonstances et dépendances.

2° Une autre portion de terre située en la dite paroisse de Sainte-Ursule, concession Saint-Edouard, connue et désignée sous le numéro cinq cent soixante et treize (573), du susdit cadastre pour la dite paroisse de Sainte-Ursule.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Ursule, le VINGT ET UNIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 17 mai 1899. 1917-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } ROBERT KARTUM No. 214. } ROBERT KARTUM Demandeur; contre A. IRENEE GRAVEL et AMBROISE TETREAULT, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant à Ambroise Tétreault, un des dits défendeurs solidaires :

Une portion de terre située en la paroisse de la Rivière du Loup, dans le district des Trois Rivières, contenant environ vingt arpents en superficie, connue et désignée comme étant la moitié nord-est du lot numéro neuf cent cinquante-quatre ( $\frac{1}{2}$  N. E. du numéro 954), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé pour la dite paroisse de la Rivière du Loup, et à la charge par l'acquéreur de payer la somme de trois cents piastres (\$300.00) à Dame Marie Tharsile Tétreault, épouse séparée contractuellement quant aux biens de Amable Irénée Gravel, inspecteur des poids et mesures, de la ville de Louiseville.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de la Rivière du Loup, le VINGTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de juin prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 17 mai 1899. 1915-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

style and firm of "S. H. Frigon & Co." Plaintiff; against GEDEON PERRON, Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Tite, in the range of the Ruisseau Bourdais, of three arpents in front by twenty-four arpents in depth, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Tite, as number two hundred and fifty-four (254)—with a barn thereon erected.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Tite, in the range of the Ruisseau Bourdais, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, as number three hundred and nine (309), containing about seventy-five perches in area.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, on the TWENTY-THIRD day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 17th May, 1899. 1920  
[First published, 20th May, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court for the county of Maskinongé—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } FRANCOIS XAVIER DESJARAIS, Plaintiff; against ALPHONSE LESSARD, Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Sainte Ursule, Saint Louis concession, known as number five hundred and four (504), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Sainte Ursule—circumstances and dependencies.

2. Another piece of land situate in the said parish of Sainte Ursule, Saint Edouard concession, known and designated as number five hundred and seventy three (573), of the said cadastre for the said parish of Sainte Ursule.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Ursule, on the TWENTY-FIRST day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 17th May, 1899. 1918  
[First published, 20th May, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } ROBERT KARTUM No. 214. } ROBERT KARTUM Plaintiff; against A. IRENEE GRAVEL and AMBROISE TETREAULT, joint and several, Defendants.

As belonging to Ambroise Tétreault, one of the said joint and several defendants :

A piece of land situate in the parish of River du Loup, in the district of Three Rivers, containing about twenty arpents in area, known and designated as being the north east half of lot number nine hundred and fifty-four ( $\frac{1}{2}$  N. E. of No. 954), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé for the said parish of River du Loup, subject to the charge upon the purchaser of paying the sum of three hundred dollars (\$300.00) to Dame Marie Tharsile Tétreault, wife separated as to property by marriage contract of Amable Irénée Gravel, inspector of weights and measures, of the town of Louiseville.

To be sold at the church door of the parish of River du Loup, on the TWENTIETH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable the twenty-sixth day of June next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 17th May, 1899. 1916  
[First published, 20th May, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Jour de Circuit pour le comté de Maskinongé.—*  
*District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **D A M E M A R I E**  
No 207. } **P A I L L E**, Deman-  
deresse ; contre **ALPHONSE LORANGER**, Dé-  
fendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière du Loup, concession sud-est de la Grande Rivière du Loup, contenant deux arpents de front sur sept arpents de profondeur, plus ou moins ; prenant par devant aux mineurs Loranger, par derrière à Maxime Savoie, joignant d'un côté à Edouard Caron, fils de Louis, et de l'autre côté à Gabriel Caron, fils d'Ignace—sans bâtisses ; laquelle terre est connue et désignée dans le plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse, comme faisant partie du numéro neuf cent trois (903).

2° Une autre terre située en la même paroisse, même concession, connue et désignée sous le numéro huit cent soixante et dix-sept (877), du même cadastre—avec les bâtisses dessus construites.

3° Une autre terre sise et située en la même paroisse, même concession, connue et désignée sous le numéro neuf cent huit (908), du même cadastre, à la charge par l'acquéreur des dits immeubles ; sujets aux droits éventuels des enfants du dit défendeur comme appelés à la substitution des dits immeubles en leur faveur, la dite substitution créée par acte de donation par Aimé Loranger *et uxore*, au dit Alphonse Loranger, passé à Louiseville, le 13 avril 1883, devant Maître T. T. Rivard, notaire, enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Maskinongé, le 24 juillet 1891, sous le numéro 20,501.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière du Loup, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

**CHARLES DUMOULIN,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 10 mai 1899. 1913-2  
[Première publication, 20 mai 1899.]

**Avis Divers**

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 3164.

Dame Sarah Leventhan, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Pierce, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Charles Pierce, de la dite cité de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

S. W. JACOBS,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 2 juin 1899. 2197

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court for the county of Maskinongé.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **D A M E M A R I E**  
No. 207. } **P A I L L E**, Plaintiff;  
against **ALPHONSE LORANGER**, Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, concession south east of the Grande Rivière du Loup, containing two arpents in front by seven arpents in depth, more or less ; fronting to the minors Loranger, bounded in rear by Maxime Savoie, on one side by Edouard Caron, son of Louis, and on the other side by Gabriel Caron, son of Ignace—without buildings ; which land is known and described on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish, as forming part of number nine hundred and three (903).

2 Another land situate in the same parish, same concession, known and designated as number eight hundred and seventy-seven (877), of the same cadastre—with the buildings thereon erected.

3. Another land situate in the same parish, same concession, known and designated as number nine hundred and eight (908), of the same cadastre subject to the charge upon the purchaser of the said lots ; subject to the eventual rights of the children of the said defendant, as called to the substitution of the said immovables in their favor, said substitution created by deed of gift by Aimé Loranger *et uxore*, to the said Alphonse Loranger, passed at Louiseville, on the 13th of April, 1883, before Maître T. T. Rivard, notary, registered in the registry office of the county of Maskinongé, on the 24th of July, 1891, under number 20,501.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, on the TWENTIETH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

**CHARLES DUMOULIN,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 10th May, 1899. 1914  
[First published, 20th May, 1899.]

**Miscellaneous Notices**

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 3164.

Dame Sarah Leventhan, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Pierce, of the same place, merchant, and duly authorized to ester *en justice*, Plaintiff ;

vs.

Charles Pierce, of the said city of Montreal, Defendant.

An action in separation of property has been instituted by plaintiff against defendant.

S. W. JACOBS,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 2nd June, 1899. 2198

**BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.**

PROVINCE DE QUÉBEC, SHERBROOKE, P. Q.—PROVINCE OF QUEBEC, SHERBROOKE, P. Q.

Liste des candidats pour l'admission à la pratique de la profession légale.—List of candidates for admission to practice law.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.
Brodeur de Lavigne.	Louis Hector.....	Over 21....	Sherbrooke.
Paquette.....	Arthur Ernest.....	26....	Coaticook.
Dussault.....	Joseph Chas. Hector.	22....	Sherbrooke.
Tracy.....	William Cavill.....	26....	Sherbrooke.
Ives.....	William Carlos.....	26....	Sherbrooke.

Pour l'admission à l'étude de la profession légale.—For admission to study law.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Residence.	Age.	Ecoles et collèges où ils ont étudiés — Schools and colleges where educated.
Bergeron.....	Patrick J. G...	Stanstead...	22	Marieville College, Saint François Xavier College, New York and Saint Mary's College.
Boudreault....	Frs. X. Edouard	Sherbrooke.	26	Saint Charles Seminary of Sherbrooke.

JOS. ED. GENEST,

Secrétaire du Barreau de Saint-François.—Secretary Bar of Saint Francis.  
Sherbrooke, 5 juin 1899.—Sherbrooke, 5th June, 1899. 2207-8

**Avis de Faillites**

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
*In re* Gauttier & Vervais, hôteliers, de la paroisse  
de Saint-Laurent, Faillis ;

et  
Alex. Desmarteau, Curateur.  
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 26e jour de juin 1899, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 1598, rue Notre-Dame.

ALEX. DESMARTEAU,  
Curateur.  
2195

Montréal, 8 juin 1899.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
*In re* A. Pallascio, Montréal, Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 26 juin 1899. Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue St-Jacques,  
Montréal, 10 juin 1899. 2193

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Beauce. }

Avis est par le présent donné que Auguste Philippon, marchand, de Saint-Evariste de Forsyth, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 6 juin 1899, au bureau du protono-

**Bankrupt Notices**

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
*In re* Gauttier & Vervais, hotelkeepers, of the  
parish of Saint Laurent, Insolvents ;

and  
Alex. Desmarteau, Curator.  
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 26th day of June, 1899, after which date dividends will be payable at my office, No. 1598, Notre Dame street.

ALEX. DESMARTEAU,  
Curator.  
2196

Montreal, 8th June, 1899.

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
*In re* A. Pallascio, Montreal, Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 26th June, 1899. Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James St.  
Montreal, 10th June, 1899. 2194

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Beauce. }

Notice is hereby given that Auguste Philippon, merchant, of Saint Evariste of Forsyth, has, on the 6th June, 1899, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the

taire de la cour supérieure pour le district de Beauce, conformément à la loi.

PARADIS & JOBIN,  
Comptables publics.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 8 juin 1899. 2201

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Québec. }  
Dans l'affaire de W. H. Childs & Fils, boulangers,  
Québec, Insolubles.  
Un premier et dernier bordereau de dividende a  
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection  
jusqu'au 26 juin 1899, après laquelle date ce divi-  
dende sera payable à notre bureau.

PARADIS & JOBIN,  
Curateurs.

Bureau : 44 rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 8 juin 1899. 2199

### *Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 23*

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS : — Demande d' : —  
Divers lots de Barnston à Sainte-Suzanne de  
Boundary Line, 1177 ; Partie d'un lot de  
Sainte-Anne de Bellevue à Sainte-Anne du  
Bout-de-l'Île, 1178.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis,  
etc., 1173.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assem-  
blée législative, 1180 ; Conseil législatif, 1178.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE : — Diplômes et mentions  
d'ingénieur civil obtenus, 1176.

EXAMENS : — Admission à l'étude du droit : — Bar-  
reau de : — Arthabaska, 1189 ; Bedford, 1188 ;  
Québec, 1188 ; Sherbrooke, 1211.

EXAMENS : — Candidats pour licence de mesureur de  
bois, 1178.

FAILLIS : — Balthazard, 1189 ; Childs & Fils, 1212 ;  
Demers, 1189 ; Gauttier & Vervais, 1211 ;  
Jutras, 1189 ; Pallascio, 1211 ; Patenaude &  
Cie, 1190 ; Philippin, 1211 ; Plamondon,  
1190 ; Valiquette & Larivée, 1190.

LETRES PATENTES, DEMANDES DE : — La Compagnie  
d'amusements et d'exhibitions de Valleyfield,  
1182 ; L'association des concerts d'été, 1184 ;  
Roxton Novelty Chair Coy, 1185 ; The  
Louiseville Shirt Manufacturing Coy, 1182 ; The  
Saint-Eustache Canning Coy, 1185 ; The Saint  
Henry Land Coy, 1183 ; The Slater Shoe Coy,  
1184.

LICITATION : — Mallette vs Mallette, 1191.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT : —  
Victor Normandin, 1178.

MUNICIPALITÉ : — Publication dans une seule lan-  
gue : — demande de : — Village de Coteau Sta-  
tion, 1176.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : — Demande d'ériger en  
nouvelles : — Côte Saint-Emmanuel, 1177 ;  
Sainte-Sabine, 1177 ; Saint-Eusèbe de Cabano,  
1177 ; Village de Saint-Paul de Chester, 1177.

PROCLAMATIONS : — Acte de tempérance du Canada,  
1173 ; Convocation des Chambres *pro forma*,  
1176.

protonotary's office of the superior court for the  
district of Beauce, according to law.

PARADIS & JOBIN,  
Public accountants.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.  
Québec, 8th June, 1899. 2202

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Quebec. }  
In the matter of W. H. Childs & Son, bakers,  
Québec, Insolvents.  
A first and final dividend sheet has been prepared  
in this matter, and will be open to objection until  
the 26th June, 1899, after which date this dividend  
will be payable at our office.

PARADIS & JOBIN,  
Curateurs.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.  
Québec, 8th June, 1899. 2000

### *Index of the Quebec Official Gazette, No. 23*

MUNICIPALITIES ANNEXED : — Application for : —  
Several lots of Barnston to Sainte Suzanne of  
Boundary Line, 1177 ; Part of a lot of Sainte  
Anne de Bellevue to Sainte-Anne du Bout-de-  
l'Île, 1178.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices,  
&c, 1173.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notice Respecting the : —  
Legislative Assembly, 1180 ; Legislative Council,  
1178.

POLYTECHNIC SCHOOL : — Diplomas and standing of  
civil engineer obtained, 1176.

EXAMINATIONS : — Admission to study law : — Bar  
of : — Arthabaska, 1189 ; Bedford, 1188 ; Que-  
bec, 1188 ; Sherbrooke, 1211.

EXAMINATIONS : — Candidates for licenses as lumber  
culler, 1178.

INSOLVENTS : — Balthazard, 1189 ; Childs & Son,  
1212 ; Demers, 1189 ; Gauttier & Vervais,  
1211 ; Jutras, 1189 ; Pallascio, 1211 ; Pate-  
naude & Cie, 1190 ; Philippin, 1211 ; Pla-  
mondon, 1190 ; Valiquette & Larivée, 1190.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — La  
compagnie d'amusements et d'exhibitions de  
Valleyfield, 1182 ; L'association des concerts  
d'été, 1184 ; Roxton Novelty Chair Coy, 1185 ;  
The Louiseville Shirt Manufacturing Coy, 1182 ;  
The Saint Eustache Canning Coy, 1185 ; The  
Saint Henry Land Coy, 1183 ; The Slater Shoe  
Coy, 1184.

LICITATION : — Mallette vs Mallette, 1191.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR : — Victor  
Normandin, 1178.

MUNICIPALITY : — Publication in one language only :  
— application for : — Village of Coteau Station,  
1176.

SCHOOL MUNICIPALITIES : — Application to erect in  
new : — Côte Saint-Emmanuel, 1177 ; Sainte  
Sabine, 1177 ; Saint Eusèbe of Cabano, 1177 ;  
Village of Saint Paul of Chester, 1177.

PROCLAMATIONS : — Canada Temperance Act, 1173 ;  
Parliament convoked *pro forma*, 1175.

**RATIFICATION** :—Cascapedia Pulp and Lumber Coy, 1193.

**SÉPARATIONS DE BIENS** :—Dmes Bachand vs Fournier, 1186 ; Champagne vs Lavallée, 1187 ; Chenette vs Peltier, 0000 ; Hadd vs Pelletier, 1187 ; Letourneux vs Duchesne, 1187 ; Leventhan vs Pierce, 1210 ; Montreuil vs Parent, 1187 ; Murphy vs Ling, 1186 ; Roach vs Stone, 1187 ; Tessier vs Lalonde, 1189 ; Trudel vs Monette, 1187.

**SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS** :—Dames Keegan vs Griffin, 1186 ; Laviolette vs Stewart, 1186 ; Tremblay vs Lemieux, 1186.

**TERRES DE LA COURONNE** :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Aylwin, 1176 ; Percé, 1176.

**VENTE DE FAILLITE** :—Fontaine, 1190.

**VENTES PAR LES SHERIFS**

**ARTHABASKA** :—Gibson vs Turgeon *ès-qual.*, 1194.

**BEAUCE** :—Dme Tardif vs Thérien *et al.*, 1194.

**BEDFORD** :—Hudon vs Beaudry, 1195.

**CHICOUTIMI** :—Pednault vs Pedneaud, 1195.

**GASPÉ** :—La Cie John L. Cassidy vs LeGouffe, 1196.

**IBERVILLE** :—Gervais vs Grégoire, 1196.

**KAMOURASKA** :—Dme Drolet vs Grand'maison, 1197.

**MONTREAL** :—Chevalier vs Moss, 1201 ; Dme Mongenais vs Tourville, 1199 ; Demers *et al* vs Berthelette, 1197 ; Demers vs Patenaude, 1198 ; Dme Venne vs Brunet, 1198 ; Lefebvre vs Aubry, 1200 ; Sigouin *et al* vs Henault *et al.*, 1199 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy of Canada vs Birmingham, 1200 ; The Sun Life Assurance Coy of Canada vs Cherrier, 1199.

**OTTAWA** :—Lapierre vs Corneau, 1201.

**QUEBEC** :—Marchildon vs Dme Brunelle, 1202.

**RICHELIEU** :—Dme Hamel vs succession Hamel, 1203 ; La cité de Sorel vs Fosbrooke, 1202.

**RIMOUSKI** :—Dme Dubé vs Dme Michaud *et al.*, 1205 ; Dme Michaud vs Dme Dubé *et al.*, 1204 ; Labrie *et al* vs Bernard, 1205.

**SAINTE-FRANÇOIS** :—Dme Kyle *et al* vs Severance *et al.*, 1206 ; Paré vs Menin, 1206.

**TERREBONNE** :—Dme Barrette vs Robillard *ès-qual.*, 1207 ; Owens *et al* vs Léveillé, 1207.

**TROIS-RIVIÈRES** :—Desjardins vs Lessard, 1209 ; Dme Lafrance vs Perron, 1208 ; Dme Paille vs Loranger, 1210 ; Descoteau vs Plante, 1208 ; Holland vs Gravel *et al.*, 1209 ; Lambert vs Juineau, 1208.

**RATIFICATION** :—Cascapedia Pulp and Lumber Coy, 1193.

**SEPARATIONS AS TO PROPERTY** :—Dmes Bachand vs Fournier, 1186 ; Champagne vs Lavallée, 1187 ; Chenette vs Peltier, 0000 ; Hadd vs Pelletier, 1187 ; Letourneux vs Duchesne, 1187 ; Leventhan vs Pierce, 1210 ; Montreuil vs Parent, 1187 ; Murphy vs Ling, 1186 ; Roach vs Stone, 1187 ; Tessier vs Lalonde, 1189 ; Trudel vs Monette, 1187.

**SEPARATIONS FROM BED AND BOARD** :—Dames Keegan vs Griffin, 1186 ; Laviolette vs Stewart, 1186 ; Tremblay vs Lemieux, 1186.

**CROWN LANDS** :—*Notice of cancellation, &c.* :—Townships Aylwin, 1176 ; Percé, 1176.

**INSOLVENT'S SALE** :—Fontaine, 1190.

**SHERIFF'S SALES**

**ARTHABASKA** :—Gibson vs Turgeon *ès-qual.*, 1194.

**BEAUCE** :—Dme Tardif vs Thérien *et al.*, 1194.

**BEDFORD** :—Hudon vs Beaudry, 1195.

**CHICOUTIMI** :—Pednault vs Pedneaud, 1195.

**GASPÉ** :—La Cie John L. Cassidy vs LeGouffe, 1196.

**IBERVILLE** :—Gervais vs Grégoire, 1196.

**KAMOURASKA** :—Dme Drolet vs Grand'maison, 1197.

**MONTREAL** :—Chevalier vs Moss, 1201 ; Dme Mongenais vs Tourville, 1199 ; Demers *et al* vs Berthelette, 1197 ; Demers vs Patenaude, 1198 ; Dme Venne vs Brunet, 1198 ; Lefebvre vs Aubry, 1200 ; Sigouin *et al* vs Henault *et al.*, 1199 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy of Canada vs Birmingham, 1200 ; The Sun Life Assurance Coy of Canada vs Chevrier, 1199.

**OTTAWA** :—Lapierre vs Corneau, 1201.

**QUEBEC** :—Marchildon vs Dme Brunelle, 1202.

**RICHELIEU** :—Dme Hamel vs estate Hamel, 1203 ; The city of Sorel vs Fosbrooke, 1202.

**RIMOUSKI** :—Dme Dubé vs Dme Michaud *et al.*, 1205 ; Dme Michaud vs Dme Dubé *et al.*, 1204 ; Labrie *et al* vs Bernard, 1205.

**SAINTE-FRANÇOIS** :—Dme Kyle *et al* vs Severance *et al.*, 1206 ; Paré vs Menin, 1206.

**TERREBONNE** :—Dme Barrette vs Robillard *ès-qual.*, 1207 ; Owens *et al* vs Léveillé, 1207.

**THREE RIVERS** :—Desjardins vs Lessard, 1209 ; Dme Lafrance vs Perron, 1208 ; Dme Paille vs Loranger, 1210 ; Descoteau vs Plante, 1208 ; Holland vs Gravel *et al.*, 1209 ; Lambert vs Juineau, 1208.

